

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Quelques leçons d'un échec (*Souvarine*). — Les problèmes de la Révolution allemande (*Zinoviev*). — Jean Jaurès (*L. Trotsky*). — Le Parti communiste allemand devant la situation nouvelle

(Thèses du Conseil national). — Notes d'Allemagne (*R. Albert*). — L'amour dans la société nouvelle (*A. Kollontai*). — Bibliothèque communiste, etc.

Quelques leçons d'un échec

NUL doute maintenant que la situation révolutionnaire allemande présente un nouvel aspect : non pas que les conditions objectives de la révolution se soient transformées, mais parce que les *perspectives immédiates* ont varié sous la pression de forces qu'il faut étudier. La sorte de trêve consécutive à la défaite de Saxe — défaite partielle, mais défaite — nous en donne le loisir.

Nous disions, dans notre premier article sur les événements d'Allemagne, qu'une révolution est possible à trois conditions principales : une situation économique rendant les masses solidaires de la révolution, un état affaibli et vulnérable aux coups de la classe révolutionnaire, un parti capable de mener cette classe. Les trois conditions sont remplies en Allemagne *dans l'essentiel*, écrivions-nous (*B. C. n° 44*).

Cela reste vrai. Mais les événements des dernières semaines permettent d'apprécier mieux qu'en théorie, à la lumière d'une expérience coûteuse, *dans quelle mesure* ces trois conditions primordiales sont réalisées. Ce que nous ne pouvions, il y a trois semaines, juger en grande partie que par approximations est maintenant mis en relief par l'épreuve.

Il apparaît que l'Etat allemand fait montre d'une solidité supérieure à ce que l'on pouvait attendre, et que le Parti communiste en voie de conquérir la majorité de la classe ouvrière, rencontre encore des obstacles inatten-

dus, ou, si l'on préfère, des difficultés qu'il n'a pas estimées à leur importance. Ces constatations influenceront nécessairement sur la tactique de nos camarades allemands, qui reste juste dans sa ligne générale mais devra s'adapter mieux aux conjonctures politiques du moment.

Quand on envisage le sort d'un Etat branlant, d'un régime visiblement à son déclin, d'un pouvoir constitutionnel bourgeois condamné à disparaître, on est irrésistiblement tenté d'établir un parallèle avec le fait équivalent de l'histoire récente de la Russie. On imagine volontiers un Kerensky, soutenu par des partis désemparés et impuissants, ayant perdu tout appui dans la masse, et disposant d'un appareil administratif et répressif en décomposition. Or, la catastrophe allemande ne présente encore rien de semblable. Stresemann n'est pas comparable à Kerensky, non seulement d'un point de vue subjectif, mais parce qu'il manie une machine d'Etat solide et dispose du soutien de partis, divisés il est vrai, mais conscients du danger révolutionnaire et sachant sacrifier assez pour assurer la domination bourgeoise.

Les événements des derniers mois prouvent que la réaction allemande sait manœuvrer avec force et habileté. Elle s'assure tantôt la complicité de la social-démocratie, tantôt sa neutralité. Elle collabore avec les social-démocrates quand il lui faut compter avec des soulèvements populaires, etrompt la collaboration quand elle sent le besoin de ménager les pangermanistes. Tantôt elle négocie avec l'im-

périalisme français, tantôt elle satisfait aux aspirations nationalistes. Elle temporise avec la Bavière, brusque l'action contre la Saxe, gagne du temps ici, réprime ailleurs, louvoie ou brutalise avec succès. En définitive, elle parvient à établir graduellement une dictature légale et s'épargne les risques et les contre-coups d'un coup de force avoué.

Un tel adversaire ne doit pas être sous-estimé. Au contraire, il faut reconnaître que les forces actives de la réaction se sont accrues dans les derniers temps, enrôlements et préparatifs. Pour en venir à bout, la révolution devra lever des masses considérables de prolétaires qui submergeront les effectifs réguliers ou irréguliers de la bourgeoisie.

Le Parti communiste est-il capable d'entraîner ces masses, et le prolétariat disposé dans sa majorité à la lutte ? Les derniers événements répondent : pas encore. Le parti peut compter sur une élite déjà très nombreuse, mais insuffisante au regard des contingents nécessaires pour vaincre un ennemi supérieurement armé et organisé. La masse, qui a connu pendant la guerre impérialiste des privations et des souffrances plus sensibles qu'aujourd'hui, n'est pas familiarisée avec l'idée d'une insurrection armée. L'expérience dicte donc au parti des tâches, sinon nouvelles, du moins plus précises : elles sont clairement tracées dans les thèses votées au dernier Conseil national de Berlin, et que le *Bulletin Communiste* publie d'autre part.

Le parti doit travailler à renforcer ses liens avec la majorité de la classe ouvrière, à fortifier son organisation de combat, à détacher les ouvriers social-démocrates des traitres de droite et de soi-disant gauche, à faire pénétrer l'idée et la volonté de lutte armée dans la grande masse. Cela pose en premier lieu la question de notre attitude à l'égard des deux fractions du Parti social-démocrate, de notre tactique du front unique et du gouvernement ouvrier.

Il n'est pas douteux que l'expérience saxonne a révélé des fautes de la part de nos camarades dans l'application du front unique. La principale est d'avoir, sinon perdu l'initiative, du moins de l'avoir partagée avec les social-démocrates de gauche, partagée, c'est-à-dire paralysée. Or, notre tactique du front unique perd son contenu révolutionnaire si le Parti communiste renonce à l'initiative, ou agit de telle sorte que, pratiquement, l'initiative ne soit plus dans ses mains. L'excès de confiance accordée aux social-démocrates de gauche a équivalu à lier notre parti à l'heure où il devait être plus que jamais maître de ses mou-

vements. L'assemblée de Chemnitz, dont la date marquera tristement dans l'histoire du mouvement ouvrier, a été pour les social-démocrates de gauche l'occasion de montrer que, eux, avaient conservé leur liberté de manœuvre, et de rendre stérile la résolution d'agir des communistes.

Quand le succès de l'initiative communiste dépend du consentement socialiste, la tactique du front unique devient fatalement une duperie des révolutionnaires. Il faut qu'en tout état de cause, notre initiative porte des fruits. Dans la situation saxonne, le parti ne pouvait, certes, entreprendre seul la lutte armée contre la Reichswehr ; mais il ne devait pas se condamner lui-même à l'échec en subordonnant son initiative au bon vouloir des social-démocrates.

La tactique du front unique n'est pas une formule rigide liant ses promoteurs, mais une conception vivante qui, en aucun cas, ne doit entraver la liberté d'action des communistes, ni les condamner d'avance à supporter les responsabilités et les conséquences des défaillances de leurs alliés. La leçon saxonne est sévère, mais notre parti allemand saura en tirer un immense profit dans le développement ultérieur de son activité.

Au premier plan se trouve maintenant la lutte contre la social-démocratie de droite et de gauche, qui a sauvé le régime capitaliste dans les dernières semaines. La social-démocratie, qui a perdu ses forces vives, est encore une force de passivité capable, comme elle le prouve actuellement chaque jour, de saboter toute action décidée malgré elle. Ses chefs, surtout ceux de « gauche », doivent être démasqués et impitoyablement dénoncés. Une collaboration n'est possible qu'avec les social-démocrates qui auront le courage de rompre effectivement avec les complices avérés de Stresemann, de Stinnes et du Kronprinz. Telle est la ligne que s'est tracée le Parti communiste.

Celui-ci, à la faveur du répit actuel qui laisse en présence des forces antagonistes intactes dans l'ensemble, va accélérer son travail de consolidation sur le terrain nouvellement conquis, organiser l'encadrement des éléments récemment gagnés, perfectionner sa préparation matérielle en vue du combat décisif, multiplier ses liens avec la masse, intensifier son action. Toutes nos espérances révolutionnaires demeurent. Et tous nos devoirs de révolutionnaires français solidaires subsistent : c'est cela qui, pour nous, importe par dessus tout.

Boris SOUVARINE.

LES PROBLÈMES

de la Révolution allemande

Gouvernement ouvrier et paysan, dictature du prolétariat

Aucun front unique ne dispensera les ouvriers allemands de la guerre civile, même si la social-démocratie tout entière, à la dernière minute, s'y déclarait disposé.

Il en est de même du gouvernement ouvrier ou du gouvernement ouvrier et paysan. Aucune formule tactique, quelque acceptable qu'elle semble à la masse des travailleurs allemands, ne préviendra ni ne remplacera la guerre civile.

La formule du « gouvernement ouvrier » était partie constitutive de la tactique du front unique. Elle devait exprimer le mot d'ordre de la « dictature du prolétariat » sous une forme correspondant autant que possible à l'état d'esprit et à l'intelligence non seulement de l'avant-garde mais encore du gros et de l'arrière-garde du prolétariat. Donner à cette formule un autre sens, y voir une étape historique essentiellement différente de la dictature du prolétariat, croire à la possibilité de créer le gouvernement ouvrier par des combinaisons parlementaires, c'était dénaturer la pensée de l'Internationale Communiste.

Camarades, disions-nous à l'ouvrier moyen, la bourgeoisie t'arrache le pain de la bouche. Ton salaire, ta vie journalière dépendent dans une large mesure de la forme du gouvernement. Les ouvriers sont des millions et des dizaines de millions, la majorité de la population. Est-il possible que tu sois contre l'instauration d'un gouvernement ouvrier ?

Le ton de cette propagande correspondait à l'esprit de l'époque, et en particulier à celui de l'Allemagne en 1921-1922. Mais les ouvriers avancés, les ouvriers communistes devaient en bien expliquer le sens.

Tu es pour le gouvernement ouvrier ? Parfait. Mais en attendant, ce sont des gouvernements bourgeois qui détiennent partout le pouvoir. T'imagines-tu, cher ami, que le gouvernement bourgeois te permettra de constituer le gouvernement ouvrier dès que la majorité le demandera ? Pour mettre au pouvoir le gouvernement ouvrier, il faut d'abord supprimer le gouvernement de la bourgeoisie. Or, la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents. A nos dépens, aux dépens du labeur et de la vie des ouvriers, elle a créé une formidable armée : elle forme maintenant des détachements fascistes, elle utilise tout l'appareil de l'Etat pour la défense de ses privilèges. Elle défendra jusqu'au bout son pouvoir. Donc, pour créer le gouvernement ouvrier, il faut d'abord vaincre la bourgeoisie, écraser ses forces armées, détruire son Etat, désagréger son administration. Or, pour cela il faut que les ouvriers eux-mêmes s'arment, qu'au moment favorable ils se lèvent comme un seul homme et portent à la classe dominante le coup décisif à l'endroit décisif, autre-

ment dit, qu'ils s'emparent du pouvoir et brisent la résistance des exploités. Alors seulement pourra être constitué un gouvernement ouvrier solide.

— Mais ce sera alors la dictature du prolétariat ?

— Oui, et cette dictature est inévitable. Si tu veux la libération de la classe ouvrière, prépare-toi à la lutte pour la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'à titre d'exception, ce n'est que grâce à un concours extraordinairement favorable de circonstances que sera possible, dans tel ou tel endroit et pour un temps très court, l'existence d'un gouvernement « ouvrier » intermédiaire qui ne sera pas lui-même la dictature du prolétariat, mais qui en sera le premier degré. Jusqu'à présent on n'a pas encore trouvé d'autre moyen de libérer la classe ouvrière que la dictature du prolétariat. La renier, c'est renier le rôle émancipateur de la classe ouvrière.

C'est dans ce sens qu'au début de 1922 déjà l'auteur de ces lignes disait que le gouvernement ouvrier n'est autre chose que le « pseudonyme » de la dictature du prolétariat. Et ceux qui alors ne l'admettaient pas étaient dans leur tort. Plus que jamais il importe de le souligner maintenant que nous avons des gouvernements mixtes social-démocrates et communistes en Saxe et en Thuringe (1).

— Mais, demandera-t-on peut-être, pourquoi avoir recours à des « pseudonymes » ? Sied-il aux communistes de faire usage de pseudonymes ? N'y a-t-il pas là, même moralement, quelque chose d'inadmissible ?

— Pourquoi alors, répondrons-nous, la tactique du front unique ? Nous avons toujours compris qu'une véritable unité de front avec les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats social-démocrates était impossible, à moins de renoncer aux intérêts fondamentaux du prolétariat. Mais la social-démocratie était encore forte. Il s'agissait de trouver une langue commune avec les ouvriers qui la suivaient encore et de les convaincre par l'expérience que leurs chefs les trahissaient. C'est ce qu'ont fait les communistes. Il faut ne rien comprendre à la lutte de classe, pour se demander si notre conduite était alors morale.

La formule « gouvernement ouvrier » trouvait plus facilement accès dans la masse des ouvriers social-démocrates et sans-parti. Plus élémentaire, elle pénétrait plus aisément dans l'esprit et le cœur de l'ouvrier moyen. Elle était pour lui le commencement de l'alphabet : après avoir appris à prononcer « A », il apprenait peu à peu, sous notre direction, à prononcer les autres lettres. Nous aurions été des doctrinaires si nous avions renoncé à employer ce procédé pédagogique pour convaincre la majorité des ouvriers.

(1) Ecrit quelques jours avant la chute du gouvernement ouvrier saxon.

La formule du gouvernement ouvrier ne concernait qu'une classe : la classe ouvrière. Elle avait pour but d'éperonner les trainards, de rallier toute la classe ouvrière à son avant-garde. La formule du « gouvernement ouvrier et paysan » était d'une application plus large. Elle s'étendait déjà à deux classes. Elle prétendait non seulement amener toute la classe ouvrière au niveau de son avant-garde, mais encore entraîner de nombreux paysans à la lutte contre la bourgeoisie sous l'hégémonie du prolétariat.

Ce que nous avons dit du « gouvernement ouvrier » s'applique au « gouvernement ouvrier et paysan ». Nulle part la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ne céderont volontairement le pouvoir à un gouvernement ouvrier, paysan, ou ouvrier et paysan. Il faut avant tout vaincre la bourgeoisie et anéantir son gouvernement.

Nous devons formuler nos mots d'ordre de façon à les rendre le plus accessibles et le plus attirants possible pour la masse des ouvriers et des paysans. Pour la bourgeoisie, pour les chefs sociaux-démocrates, de quelque façon que nous les formulions, ils seront toujours inacceptables. Car ce qui leur importe, ce n'est pas la forme mais le fond. Nous pouvons et devons tenir compte des commodités de la propagande dans la mesure où cela ne nuit pas à la netteté de notre position politique, aux intérêts fondamentaux de la révolution.

En réalité ne sera ouvrier et paysan que le gouvernement où le rôle dirigeant appartiendra au prolétariat entraînant à sa suite les travailleurs des campagnes. En tout cas, il est impossible de se représenter autrement les rapports entre paysans et ouvriers dans un grand Etat capitaliste. Le gouvernement ouvrier et paysan n'est pas nécessairement un gouvernement où siègent 50 % d'ouvriers et 50 % de paysans ; c'est celui qui est issu du prolétariat insurgé, qui s'appuie sur la classe ouvrière, mais qui en même temps défend le paysan laborieux.

Dans tout le monde capitaliste, la classe paysanne vit dispersée. Elle n'a pas le millième des possibilités d'organisation dont disposent les ouvriers industriels (et en partie les ouvriers agricoles). Seuls les ouvriers, concentrés par le développement même du capitalisme dans les villes où se décide le sort de la lutte politique, représentent une force capable de lutter avec succès contre la force centralisée de la bourgeoisie. Voilà pourquoi le rôle dominant dans le mouvement d'émancipation ne peut appartenir qu'au prolétariat.

Mais le prolétariat ne peut triompher et consolider sa victoire s'il ne sait pas établir ce que nous appelons dans la Russie soviétique actuelle le « trait d'union » avec la paysannerie. Si l'on pose sérieusement et pratiquement la question de l'hégémonie du prolétariat, si l'on conçoit la dictature comme une réalité tangible, on est nécessairement amené à chercher un allié puissant au prolétariat. Cet allié ne peut être que la classe paysanne laborieuse.

En somme, ce qui fait le fond du bolchevisme, c'est qu'il a posé la dictature du prolétariat comme un objectif immédiat. Le bolchevisme a compris la nécessité d'assurer au prolétariat un allié puissant, et il l'a trouvé dans la paysannerie. Il a su ensuite découvrir les formes de l'alliance. Actuellement il s'agit d'étendre au monde ce qui a été fait en Russie.

La propagande exigeait jusqu'à présent, en Allemagne comme ailleurs, le mot d'ordre du gouver-

nement ouvrier ou du gouvernement ouvrier et paysan. Ces mots d'ordre étaient et restent encore justes pour la plupart des pays. Mais nous devons ici aussi raisonner dialectiquement. Dans la Bulgarie actuelle, le mot d'ordre « gouvernement des ouvriers et des paysans » (ou peut-être même, des paysans et des ouvriers) sera suffisant. En Italie ou en Tchéco-Slovaquie, il est parfaitement possible de se borner au mot d'ordre général du gouvernement ouvrier et paysan. De même en France et dans bien d'autres pays. Mais dans l'Allemagne actuelle qui touche à la révolution, cette formule générale est déjà insuffisante, tout au moins dans les grands centres industriels où vit et lutte la masse du prolétariat. Là nous devons faire comprendre à l'avant-garde et au gros de l'armée ouvrière qu'il ne s'agit rien moins que de la dictature du prolétariat ou de la dictature des travailleurs des villes et des campagnes. Là le temps des formules algébriques est passé. La commodité de la propagande doit s'effacer devant la nécessité d'une clarté absolue, d'une entière franchise. Le pas décisif doit être fait dès demain. Il faut que tous les combattants puissent appeler par son nom le régime qu'ils réclament. Le moment est venu où l'effondrement des illusions est la condition du succès. Le moment est venu où les millions d'adhérents au mouvement doivent formuler brutalement ce qui n'était encore que sur les lèvres de la minorité consciente.

Cela ne veut pas dire que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan ait fait son temps. Non. Il faut faire comprendre au paysan pour-quoi, dans l'alliance des ouvriers et des paysans, et surtout dans un pays comme l'Allemagne, c'est à l'ouvrier que doit appartenir la première place. Avec des paroles simples et droites, les communistes sauront lui montrer qu'il a lui-même intérêt à ce que, durant toute la période transitoire de lutte contre la bourgeoisie, la direction soit confiée au prolétariat concentré dans les grandes villes et seul capable d'assurer la victoire. Ils sauront lui expliquer et ensuite lui prouver par des faits que c'est la classe ouvrière qui défend les intérêts de la masse des travailleurs de la campagne.

Dans ce sens le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan reste invariable et « éternel ». Sous cette forme générale, il vaut également pour l'Allemagne actuelle.

A la veille d'octobre la formule la plus populaire était : « Tout le pouvoir aux soviets ; dictature du prolétariat » ; le moment est venu où cette formule doit devenir la plus populaire en Allemagne. Il s'ensuivra naturellement une modification de la valeur relative des mots d'ordre plus particuliers. La « mainmise sur les valeurs réelles », c'est-à-dire la confiscation partielle des revenus de la bourgeoisie doit faire place à l'expropriation de la grande bourgeoisie. Les événements ont leur logique. Le P.C.A. a bien manœuvré dans l'ensemble durant toute la période de préparation. Il a su amener le gros de l'armée ouvrière au niveau de l'avant-garde. Maintenant il faut faire le deuxième pas. L'avant-garde prolétarienne écarte résolument le voile qui cachait encore l'avenir aux masses. D'une main ferme, elle indique aux millions de travailleurs l'étape suivante de la lutte. La première, au moment décisif, elle s'élançait au feu et entraîne à la bataille suprême toute la classe ouvrière.

G. ZINOVIEV.

JEAN JAURÈS *par L. Trotsky*

Voici le plus magnifique éloge de Jaurès : celui d'un révolutionnaire qui ne fut jamais jauréssiste, d'un communiste russe, d'un bolchevik, de Léon Trotsky. Il consolera les vrais admirateurs de Jaurès — les admirateurs conscients et clairvoyants — des apologies hypocrites et intéressées, des glorifications abjectes, des platitudes mornes produites par des politiciens et des bavards indignes de célébrer une mémoire qu'ils ne pourraient que souiller s'ils pouvaient l'atteindre. Ces pages de Trotsky, qui resteront, sont un chef-d'œuvre de critique enthousiaste et d'apologétique intelligente. Elles ont été écrites il y a plus de six ans déjà, mais pas une ligne n'est à changer. Elles avaient paru dans un recueil en langue russe : on saura gré au Bulletin Communiste de les révéler aux ouvriers français.

Trois années ont passé depuis la mort du plus grand homme de la Troisième République. Le torrent furieux des événements qui ont suivi immédiatement cette mort n'a pu submerger la mémoire de Jaurès et n'a réussi que partiellement à détourner de lui l'attention. Il y a maintenant dans la vie politique de la France un grand vide. Les nouveaux chefs du prolétariat, répondant au caractère de la nouvelle époque révolutionnaire, ne sont pas encore apparus. Les anciens ne font que rappeler plus vivement que Jaurès n'est plus...

La guerre a rejeté à l'arrière-plan non seulement des figures individuelles, mais une époque tout entière : celle pendant laquelle a grandi et s'est formée la génération dirigeante actuelle. Cette époque, qui appartient déjà au passé, attire l'esprit par le perfectionnement de sa civilisation, le développement ininterrompu de la technique, de la science, des organisations ouvrières, et paraît en même temps mesquine dans le conservatisme de sa vie politique, dans les méthodes réformistes de sa lutte de classe.

A la guerre franco-allemande et à la Commune de Paris a succédé une période de paix armée et de réaction politique où l'Europe, abstraction faite de la Russie, ne connut ni la guerre ni la révolution. Alors que le capital se développait puissamment, débordant les cadres des Etats nationaux, déferlant sur tous les pays et s'assujettissant les colonies, la classe ouvrière, elle, construisait ses syndicats et ses partis socialistes. Néanmoins, toute la lutte du prolétariat durant cette époque était imprégnée de l'esprit de réformisme, d'adaptation au régime de l'industrie nationale et à l'Etat national. Après l'expérience de la Commune de Paris, le prolétariat européen ne posa pas une seule fois pratiquement, c'est-à-dire révolutionnairement, la question de la conquête du pouvoir politique.

Ce caractère pacifique de l'époque laissa son empreinte sur toute une génération de chefs prolétariens imbus d'une méfiance sans borne envers la lutte révolutionnaire directe des masses. Lorsque éclata la guerre et que l'Etat national entra en campagne avec toutes ses forces, il n'eut pas de peine à mettre à genoux la majorité des chefs « socialistes ». De la sorte, l'époque de la 2^e Internationale se termina pas la faillite irrémédiable des partis socialistes officiels. Ces partis subsistent encore, il est vrai, comme monuments de l'époque passée, soutenus par l'inertie et l'ignorance, et... les efforts des gouvernements. Mais l'esprit du socialisme prolétarien les a quittés et ils sont voués à la ruine. Les masses ouvrières qui, durant des dizaines d'années, ont absorbé les idées socialistes, acquièrent maintenant seulement, dans les terribles épreuves de la guerre, la trempe révolutionnaire. Nous entrons dans une période de bouleversements révolutionnaires sans précédent. La masse fera surgir de son sein de nouvelles organisations, et de nouveaux chefs se mettront à sa tête.

Deux des plus grands représentants de la 2^e Internationale ont quitté la scène avant l'ère des tempêtes et des ébranlements : ce sont Bebel et Jaurès. Bebel est mort à la limite de l'âge après avoir dit tout ce qu'il avait à dire. Jaurès a été tué dans sa cinquante-cinquième année, en plein épanouissement de son énergie créatrice. Pacifiste et adversaire irréductible de la politique de la diplomatie russe, Jaurès lutta jusqu'à la dernière minute contre l'intervention de la France dans la guerre. Dans certains milieux on considérait que la « guerre de revanche » ne pourrait s'ouvrir la voie que sur le cadavre de Jaurès. Et en juillet 1914, Jaurès fut tué à la table d'un café par un infime et obscur réactionnaire du nom de Villain. Qui a armé le bras de Villain ? Les impérialistes français seulement ? Et ne pourrait-on, en cherchant bien, découvrir également dans cet attentat la main de la diplomatie russe ? C'est là la question qui s'est posée fréquemment dans les milieux socialistes. Lorsque la révolution européenne s'occupera de la liquidation de la guerre, elle nous dévoilera entre autres le mystère de la mort de Jaurès...

Jaurès naquit le 3 septembre 1859 à Castres, dans ce Languedoc qui a donné à la France des hommes éminents comme Guizot, Auguste Comte, La Fayette, La Pérouse, Rivarol et beaucoup d'autres. Un mélange de races multiples — dit un biographe de Jaurès : Rappoport — a mis son heureuse empreinte sur le génie de cette région qui au moyen âge déjà,

était le berceau des hérésies et de la libre pensée.

La famille de Jaurès appartenait à la moyenne bourgeoisie et devait mener pour l'existence une lutte de tous les instants. Jaurès lui-même eut besoin de l'aide d'un protecteur pour achever ses études universitaires. En 1881, à sa sortie de l'École Normale Supérieure, il est nommé professeur au lycée de jeunes filles d'Albi et, en 1883, passe à l'Université de Toulouse où il enseigne jusqu'en 1885, année où il est élu député. Il n'avait que 26 ans. Il se donne alors tout entier à la lutte politique et sa vie se confond avec celle de la Troisième République.

Jaurès débuta au Parlement sur les questions d'instruction publique. La *Justice*, alors l'organe du radical Clemenceau, qualifia de « magnifique » le premier discours de Jaurès et souhaita à la Chambre d'entendre fréquemment « une parole aussi éloquente et aussi nourrie d'idées ». Dans la suite, Jaurès eut maintes fois à appliquer cette éloquence contre Clemenceau lui-même.

A cette première époque de sa vie, Jaurès ne connaissait le socialisme que théoriquement et très imparfaitement. Mais son activité le rapprochait de plus en plus du parti ouvrier. Le vide idéologique et la dépravation des partis bourgeois le repoussaient invinciblement.

En 1893, Jaurès adhère définitivement au mouvement socialiste et occupe presque aussitôt une des premières places dans le socialisme européen. En même temps, il devient la figure la plus éminente de la vie politique de la France.

En 1894, il assume la défense de son peu recommandable ami Gérauld-Richard déferé aux tribunaux pour outrages au Président de la République dans l'article : « A bas Casimir ! ». Dans son plaidoyer, tout entier subordonné à un but politique et dirigé contre Casimir Périer, il dévoila cette force terrible d'un sentiment agissant qui a nom la haine. Avec des mots vengeurs, il flagella le président lui-même et les usuriers, ses aïeux, qui brahissaient la bourgeoisie pour la noblesse, la noblesse pour la bourgeoisie, une dynastie pour une autre, la monarchie pour la république, tout le monde en bloc et chacun en particulier et ne restaient fidèles qu'à eux-mêmes. « M. Jaurès, lui dit le président du tribunal, vous allez trop loin... Vous assimilez la maison Perier à une maison publique. » Jaurès : « Pas du tout, je la mets au-dessous. » Gérauld-Richard fut acquitté. Quelques jours plus tard, Casimir Périer donnait sa démission. Du coup Jaurès grandit de plusieurs coudées devant l'opinion publique : tous sentirent la force effrayante de ce tribun.

Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès se révéla dans toute sa puissance. Il eut au début, comme d'ailleurs, dans tous les cas sociaux critiques, une période de doutes et de faiblesses où il était accessible aux influences de droite et de

gauche. Sous l'influence de Guesde et de Vaillant qui considéraient l'affaire Dreyfus comme une querelle de coteries capitalistes à laquelle le prolétariat devait rester indifférent, Jaurès hésitait à s'occuper de l'Affaire. L'exemple courageux de Zola le tira de son indécision, l'enthousiasma, l'entraîna. Une fois en mouvement, Jaurès, allait jusqu'au bout, il aimait à dire de lui : *Ago quod ago*.

Pour Jaurès, l'affaire Dreyfus résumait et dramatisait la lutte contre le cléricanisme, la réaction, le népotisme parlementaire, la haine de race, l'aveuglement militariste, les intrigues sourdes de l'état-major, la servilité des juges, toutes les bassesses que peut mettre en action le puissant parti de la réaction pour arriver à ses fins.

De tout le poids de sa colère, Jaurès accabla l'antidreyfusard Méline, qui vient précisément de remonter à la surface avec un portefeuille dans le « grand » ministère Briand (1 : « Savez-vous, dit-il, de quoi nous souffrons tous, de quoi nous périssons ? Je vais vous le dire sous ma propre responsabilité : nous mourons tous, depuis l'ouverture de cette affaire, des demi-mesures, des silences, des équivoques, du mensonge, de la lâcheté. Oui, des équivoques, du mensonge et de la lâcheté ». « Il ne parlait plus, dit Reinach, il tonnait, le visage enflammé, les mains tendues vers les ministres, qui protestaient, et la droite, qui hurlait. » C'était là le véritable Jaurès.

En 1899, Jaurès réussit à proclamer l'unité du parti socialiste. Mais cette unité fut éphémère. La participation de Millerand au ministère, conséquence logique de la politique du Bloc des gauches, détruisit l'unité, et, en 1900-1901, le socialisme français se scinda de nouveau en deux partis. Jaurès prit la tête de celui d'où était sorti Millerand. Au fond, par ses conceptions, Jaurès était et restait un réformiste. Mais il possédait une étonnante faculté d'adaptation et, en particulier, d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment. C'est ce qu'il montra dans la suite à maintes reprises.

Jaurès était entré dans le Parti homme mûr, avec une philosophie idéaliste complètement formée... Cela ne l'empêcha pas de courber son cou puissant (Jaurès était d'une complexion athlétique) sous le joug de la discipline organique, et il eut maintes fois l'obligation et l'occasion de démontrer qu'il savait non seulement commander, mais encore se soumettre. A son retour du Congrès International d'Amsterdam qui avait condamné la politique de dissolution du parti ouvrier dans le Bloc des gauches et la participation des socialistes au ministère, Jaurès rompit ouvertement avec la politique du Bloc. Le président du Conseil, l'anticlérical Combes, prévint Jaurès que la rupture de la coalition l'obligerait à quitter la scène. Cela n'arrêta pas Jaurès.

(1) Cet article a été écrit en 1917.

Combes donna sa démission. L'unité du Parti, où se fondirent jauressistes et guesdistes, était assurée. Depuis lors, la vie de Jaurès se confond avec celle du parti unifié, dont il avait pris la direction.

Le meurtre de Jaurès n'a pas été l'effet du hasard. Il a été le dernier chaînon d'une fumeuse campagne de haines, de mensonges et de calomnies que menaient contre lui ses ennemis de toutes nuances. « On pourrait composer une bibliothèque entière des attaques et des calomnies dirigées contre Jaurès. » Le *Temps* publiait chaque jour un et parfois deux articles contre le tribun. Mais on devait se borner à attaquer ses idées et ses méthodes d'action : comme personnalité, il était presque invulnérable, même en France où l'insinuation personnelle est une des armes les plus puissantes de la lutte politique. Pourtant on parla à mots couverts de la force de corruption de l'or allemand... Jaurès mourut pauvre. Le 2 août 1914, le *Temps* fut obligé de reconnaître « l'honnêteté absolue » de son ennemi terrassé.

J'ai visité en été 1915 le café, désormais célèbre, du Croissant, situé à deux pas de l'*Humanité*. C'est un café parisien typique : plancher sale avec de la sciure de bois, banquettes de cuir, chaises usées, tables de marbre, plafond bas, vins et plats spéciaux, en un mot, ce que l'on ne rencontre qu'à Paris. On m'a indiqué un petit canapé près de la fenêtre : c'est là qu'a été tué d'un coup de revolver le plus génial des fils de la France actuelle.

Famille bourgeoise, université, députation, mariage bourgeois, fille que la mère mène à la communion, rédaction du journal, direction d'un parti parlementaire : c'est dans ce cadre extérieur qui n'a rien d'héroïque que s'est écoulée une vie d'une tension extraordinaire, d'une passion exceptionnelle.

On a maintes fois appelé Jaurès le dictateur du socialisme français ; parfois même, la droite l'a appelé le dictateur de la République. Il est incontestable que Jaurès a joué dans le socialisme français un rôle incomparable. Mais dans sa « dictature » il n'y avait rien de tyrannique. Il dominait sans effort : homme de grande envergure, esprit puissant, tempérament génial, travailleur exceptionnel, orateur à la voix merveilleuse. Jaurès, par la force des choses, occupait la première place, à une si grande distance de ses rivaux qu'il ne pouvait éprouver le besoin de consolider sa position par les intrigues et les machinations où Pierre Renaudel, le « chef » actuel du social-patriotisme, était déjà alors passé maître.

Nature large, Jaurès, avait une répulsion physique pour tout sectarisme. Après quelques oscillations, il découvrait le point qui lui semblait décisif pour le moment donné. Entre ce point de départ pratique et ses constructions idéalistes, il disposait, sans effort sur soi-même, les points de vue qui complétaient ou

restreignaient son point de vue personnel, conciliait les nuances opposées, fondait les arguments contradictoires dans une unité qui était loin d'être irréprochable. C'est pourquoi il dominait non seulement les assemblées populaires et parlementaires, où sa passion extraordinaire maîtrisait l'auditoire, mais encore les Congrès du Parti où il dissolvait les oppositions de tendances dans des perspectives vagues et des formules souples. Au fond, il était un éclectique, mais un éclectique de génie.

« Notre devoir est haut et clair : toujours propager l'idée, toujours exciter et organiser les énergies, toujours espérer, toujours lutter jusqu'à la victoire finale... » Tout Jaurès est dans cette dynamique. Son énergie créatrice bouillonne dans toutes les directions, excite et organise les énergies, les pousse à la lutte.

Comme l'a bien dit Rappoport, la magnanimité et la bonté émanaient de Jaurès. Mais il possédait en même temps au degré suprême le talent de la colère concentrée, non pas de la colère qui aveugle, obscurcit le cerveau et amène aux convulsions politiques, mais de la colère qui tend la volonté et lui inspire les caractéristiques les plus justes, les épithètes les plus expressives qui frappent directement au but. On a vu plus haut sa caractéristique des Perier. Il faudrait relire tous ses discours et articles contre les héros ténébreux de l'affaire Dreyfus. Voici ce qu'il disait de l'un d'eux, le moins responsable : « Après s'être essayé dans l'histoire de la littérature à des constructions vides, à des systèmes fragiles et inconsistants, M. Brunetière a trouvé, enfin, asile sous les lourdes voûtes de l'Église : il cherche maintenant à voiler sa banqueroute personnelle en proclamant la faillite de la science et de la liberté. Après avoir vainement essayé de tirer de ses profondeurs quelque chose qui ressemble à une pensée, il glorifie l'autorité avec une sorte de magnifique humiliation : maintenant qu'il a perdu aux yeux des générations nouvelles tout le crédit dont il a abusé à un certain moment, grâce à son aptitude aux généralisations vides, il veut tuer la pensée libre qui lui échappe ». Malheur à celui sur qui s'abattait cette lourde main !

Entré au Parlement en 1885, Jaurès y siégea sur les bancs de la gauche modérée. Mais son passage au socialisme ne fut pas une catastrophe ni un saut. Sa « modération » primitive recélait d'immenses réserves d'humanisme social agissant qui, dans la suite, se développa naturellement en socialisme. D'autre part, son socialisme ne prenait jamais un caractère de classe nettement accusé et ne rompait jamais avec les principes humanitaires et les conceptions du droit naturel si profondément imprimées dans la pensée politique française de l'époque de la grande révolution.

En 1889, Jaurès demande aux députés : « La génie de la Révolution française est-il donc épuisé ? Est-il possible que vous ne puissiez trouver dans les idées de la Révolution une

réponse à toutes les questions qui se posent actuellement, à tous les problèmes qui se dressent devant vous ? La Révolution n'a-t-elle pas conservé sa vertu immortelle, ne peut-elle donner une réponse à toutes les difficultés sans cesse renouvelées parmi lesquelles nous passons notre chemin ? » L'idéalisme du démocrate, on le voit, n'est encore nullement touché par la critique matérialiste. Plus tard Jaurès s'assimilera une grande partie du marxisme. Mais le fond démocratique de sa pensée subsistera jusqu'au bout.

Jaurès entra dans l'arène politique à l'époque la plus sombre de la Troisième République qui n'avait alors qu'une quinzaine d'années d'existence et qui, dépourvue de traditions solides, avait contre elle des ennemis puissants. Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son « épuration », ce fut là l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.

Si Jaurès a donné au journal qu'il a créé le nom de *l'Humanité*, ce n'est pas là l'effet du hasard. Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte de classe du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité. Au-dessus du prolétariat il réservait une grande place à l'idée de « l'humanité » en soi, qui chez les déclamateurs français ordinaires n'est qu'une phrase vide, mais dans laquelle il mettait, lui, un idéalisme sincère et agissant.

En politique, Jaurès alliait une extrême faculté d'abstraction idéaliste à une forte intuition de la réalité. C'est ce que l'on peut constater dans toute son activité. L'idée matérielle de la Justice et du Bien va chez lui de pair avec une appréciation empirique des réalités mêmes secondaires. En dépit de son optimisme moral, Jaurès comprenait parfaitement les circonstances et les hommes et savait très bien utiliser les unes et les autres. Il y avait en lui beaucoup de bon sens. On l'a appelé à maintes reprises un paysan madré. Mais par le fait seul de l'envergure de Jaurès, son bon sens était étranger à la vulgarité. Et, ce qui est le principal, ce bon sens était mis au service de l'idée.

Jaurès était un idéologue, un héraut de l'idée telle que l'a définie Alfred Fouillée lorsqu'il parle des « idées-forces » de l'histoire. Napoléon n'avait que du mépris pour les « idéologues » (le mot est de lui). Pourtant, il était lui-même l'idéologue du nouveau militarisme. L'idéologue ne se borne pas à s'adapter à la réalité, il en tire « l'idée » et il la pousse jusqu'aux extrêmes conséquences. Aux époques favorables, cela lui donne des succès que ne pourrait jamais obtenir le praticien vulgaire ; mais cela lui prépare aussi des chutes vertigineuses lorsque les conditions objectives se retournent contre lui.

Le *doctrinaire* se fixe dans la théorie dont il tue l'esprit. Le *praticien-opportuniste* s'assimile des procédés déterminés du métier politique ; mais qu'il survienne un bouleversement inopiné et il se trouve dans la situation d'un manœuvre que l'adoption d'une machine rend inutile. L'idéologue de grande envergure n'est impuissant qu'au moment où l'histoire le désarme idéologiquement, mais même alors il est parfois capable de se réarmer rapidement, de s'emparer de l'idée de la nouvelle époque et de continuer à jouer un rôle de premier plan.

Jaurès était un idéologue. Il dégagait de la situation politique l'idée qu'elle comportait et, dans son service à cette idée, ne s'arrêtait jamais à mi-chemin. Ainsi à l'époque de l'affaire Dreyfus, il poussa à ses dernières conséquences l'idée de la collaboration avec la bourgeoisie de gauche et soutint avec passion Millerand, politicien empirique vulgaire qui n'a jamais rien eu et qui n'a rien de l'idéologue, de son courage et de son envolée. Dans cette voie, Jaurès ne pouvait que s'acculer lui-même à une impasse politique — ce qu'il fit avec l'aveuglement volontaire et désintéressé d'un idéologue prêt à fermer les yeux sur les faits pour ne pas renoncer à l'idée-force.

Avec une passion idéologique sincère, Jaurès combattit le danger de la guerre européenne. Dans cette lutte comme dans toutes celles qu'il mena, il appliqua parfois des méthodes qui étaient en contradiction profonde avec le caractère de classe de son parti et qui semblaient à beaucoup de ses camarades pour le moins risquées. Il espérait beaucoup en lui-même, en sa force personnelle, en son ingéniosité, en sa faculté d'improvisateur ; dans les couloirs du Parlement, il apostrophait ministres et diplomates et, avec un optimisme exagéré sur son influence, les accablait du poids de son argumentation. Mais les conversations et les influences de coulisses ne découlaient nullement de la nature de Jaurès qui ne les érigeait pas en système, car il était un idéologue politique et non un doctrinaire de l'opportunisme. Il était prêt à mettre avec une égale passion au service de l'idée qui le possédait les moyens les plus opportunistes et les plus révolutionnaires, et si cette idée répondait au caractère de l'époque, il était capable comme pas un d'en obtenir des résultats.

tats splendides. Mais il allait également au-devant des catastrophes. Comme Napoléon il pouvait, dans sa politique, avoir des Austerlitz et des Waterloo.

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec les questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eût-il occupée ? Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le parti socialiste français sous la direction de Guesde, Renaudel, Sembat et Thomas... Et nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future, le grand tribun eût déterminé, choisi sans erreur sa place et développé ses forces jusqu'au bout.

Un morceau de plomb a soustrait Jaurès à la plus grande des épreuves politiques.

Jaurès était l'incarnation de la force personnelle. Le moral en lui correspondait parfaitement au physique : l'élégance et la grâce en elles-mêmes lui étaient étrangères ; par contre, ses discours et ses actes avaient cette beauté supérieure qui distingue les manifestations de la force créatrice sûre d'elle-même. Si l'on considère la limpidité et la recherche de la forme comme les traits typiques de l'esprit français, Jaurès peut paraître peu caractéristique de la France. En réalité, il était Français au plus haut degré. Parallèlement aux Voltaire, aux Boileau, aux Anatole France en littérature, aux héros de la Gironde ou aux Viviani et Deschanez actuels en politique, la France a produit des Rabelais, des Balzac, des Zola, des Mirabeau, des Danton et des Jaurès. C'est là une race d'hommes d'une puissante musculature physique et morale, d'une intrépidité sans égale, d'une force de passion supérieure, d'une volonté concentrée. C'est là un type athlétique. Il suffisait d'entendre la voix tonnante de Jaurès et de voir son large visage éclairé d'un reflet intérieur, son nez impérieux, son cou de taureau inaccessible au joug pour se dire : Voilà un homme.

La force principale de Jaurès orateur était la même que celle de Jaurès politicien : la passion tendue, extériorisée, la volonté d'action. Pour Jaurès l'art oratoire n'a pas une valeur intrinsèque, il n'est pas un orateur, il est plus que cela : l'art de la parole pour lui n'est pas une fin mais un moyen. C'est pourquoi, orateur le plus puissant de son temps, et peut-être de tous les temps, il est *au-dessus* de l'art oratoire, il est toujours supérieur à son discours comme l'artisan l'est à son outil...

Zola était un artiste — il avait débuté par l'impassibilité morale du naturalisme — et soudain il se révéla par le coup de tonnerre de sa lettre : « J'accuse ». Sa nature recérait une puissante force morale qui trouva son expression dans son œuvre gigantesque, mais qui était en réalité plus large que l'art : c'était une force *humaine* détruisant et construisant. Il en était de même de Jaurès. Son art oratoire, sa politique avec toutes ses conventions inévi-

tables dévoilaient une personnalité royale avec une musculature morale véritable, une volonté acharnée de lutte et de victoire. Il ne montait pas à la tribune pour y présenter les visions qui l'obsédaient ou pour donner l'expression la plus parfaite à une chaîne d'idées, mais pour rassembler les volontés dispersées dans l'unité d'un but : son discours agit simultanément sur l'intelligence, le sentiment esthétique et la volonté, mais toutes ces forces de son génie oratoire, politique, humain, sont subordonnées à sa force principale : la volonté d'action.

J'ai entendu Jaurès aux assemblées populaires de Paris, aux Congrès internationaux, aux commissions des Congrès. Et toujours je croyais l'entendre pour la première fois. En lui aucune routine : se cherchant, se trouvant lui-même, toujours et inlassablement mobilisant à nouveau les forces multiples de son esprit, il se renouvelait sans cesse et ne se répétait jamais. Sa force puissante, naturelle, s'alliait à une douceur rayonnante qui était comme le reflet de la plus haute culture morale. Il renversait les rochers, tonnait, ébranlait, mais ne s'étourdissait jamais lui-même, était toujours sur ses gardes, saisissait admirablement l'écho qu'il provoquait dans l'assemblée, parait les objections, balayant quelquefois impitoyablement, tel un ouragan, toute résistance sur son chemin, parfois écartant les obstacles avec magnanimité et douceur comme un maître, un frère aîné. Ainsi le marteau pilon gigantesque réduit en poudre un bloc énorme ou enfonce avec précision un bouchon dans une bouteille sans la briser.

Paul Lafargue, marxiste et adversaire de Jaurès, l'appelait un diable fait homme. Cette force diabolique, ou pour mieux dire « divine », s'imposait à tous, amis et ennemis. Et fréquemment, fascinés et admiratifs comme devant un grandiose phénomène de la nature, ses adversaires écoutaient suspendus à ses lèvres le torrent de son discours qui roulait irrésistible, éveillant les énergies, entraînant et subjuguant les volontés.

Il y a trois ans, ce génie, rare présent de la nature à l'humanité, a péri avant d'avoir donné toute sa mesure. Peut-être la fin de Jaurès était-elle nécessaire à l'esthétique de sa physionomie ? Les grands hommes savent disparaître à temps. Sentant la mort, Tolstoï prit un bâton, s'enfuit de la société qu'il reniait et alla mourir en pèlerin dans un village obscur. Lafargue, épicurien doublé d'un stoïcien, vécut dans une atmosphère de paix et de méditation jusqu'à 70 ans, décida que c'en était assez et prit du poison. Jaurès, athlète de l'idée, tomba sur l'arène en combattant le plus terrible fléau de l'humanité et du genre humain, la guerre. Et il restera dans la mémoire de la postérité comme le précurseur, le prototype de l'homme supérieur qui doit naître des souffrances et des chutes, des espoirs et de la lutte.

L. TROTSKY.

Le Parti communiste allemand devant la Situation nouvelle

Thèses du Conseil National

Les thèses ci-dessous ont été votées par le Conseil National du Parti Communiste Allemand qui s'est tenu — illégalement — à Berlin le samedi 4 novembre.

Nous ne saurions trop souligner aux yeux des militants l'importance de ce document explicite et clair qui leur permettra de connaître le point de vue du P. C. A. sur les événements en cours.

La fin de la République de novembre

La République de novembre est livrée au fascisme dans toute l'Allemagne non-occupée. Le pouvoir est entre les mains de la force militaire qui s'est donnée pour tâche consciente d'anéantir les conquêtes de la classe ouvrière, la journée de huit heures et les Comités d'Usines, afin de consolider définitivement, aux dépens du prolétariat désarmé, la domination absolue de la bourgeoisie.

Le gouvernement de la République de novembre a lui-même abdiqué toute sa mission historique lorsqu'il a livré le pouvoir à la caste militaire et lorsque, par la loi des pleins pouvoirs, il a sapé les conquêtes sociales de la révolution de 1918.

La République de novembre a été une tentative pour convaincre la classe ouvrière que le capitalisme pouvait être restauré en Allemagne par la coalition avec la social-démocratie, en conservant les institutions démocratiques et en tenant le plus grand compte des intérêts sociaux des travailleurs.

Maintenant, la bourgeoisie se range ouvertement sous les drapeaux fascistes. Au programme gouvernemental ne figure pas la démocratie, mais la dictature blanche ; il ne s'agit plus de concessions à la classe ouvrière, de mensongère « communauté de travail », mais de l'esclavage non déguisé des ouvriers.

La victoire du fascisme sur la démocratie bourgeoise s'est accomplie sous d'autres formes que ne l'attendait la classe ouvrière. Et c'est pourquoi celle-ci n'en a pas eu tout de suite pleine conscience. Alors que la classe ouvrière voyait le centre du fascisme en Bavière, c'est à Berlin que s'établissait le fascisme sous la forme de la dictature du général von Seeckt, derrière lequel il y a, outre la Reichswehr, des éléments importants de la bourgeoisie allemande.

Pendant que la classe ouvrière, provoquée par les menaces de Ludendorff et de Hitler et par la domination de von Kahr, dictateur en Bavière, avait les yeux fixés sur Munich où devait être proclamée, au son des fanfares et drapeaux déployés, la dictature blanche, le social-démocrate Ebert et le cabinet de grande coalition, sous le prétexte de combattre la dictature blanche en Bavière, portaient à la dictature le général von Seeckt.

Le général von Seeckt n'a pas rétabli la monarchie des Hohenzollern, ni déclaré la guerre à l'ennemi français héréditaire. Son premier acte a été d'interdire toute la presse et toutes les organisations communistes ; vint ensuite l'occupation militaire de la principale position du prolétariat allemand, de la Saxe prolétarienne située entre le Sud et le Nord fascistes ; puis le renversement du gouvernement ouvrier saxon élu démocratiquement.

Les soldats du général von Seeckt s'exercent en Saxe dans l'art de désorganiser le gouvernement et les institutions du prolétariat. Par cette répétition générale, le général von Seeckt a donné à comprendre au gouvernement Stresemann-Sollmann, qu'ayant reçu le pouvoir de leurs mains et envoyé promener sur leur ordre le gouvernement saxon, il peut en faire autant à tout moment du Reichstag et du gouvernement parlementaire du Reich, si ces derniers ne se montrent pas absolument dociles envers lui et envers ses mandants de la lourde industrie.

Les 400 députés du Reichstag et le proluxe chancelier, le président social-démocrate du Reich qui donne aux militaires des ordres dont ils se moquent, encore tolérés par le général von Seeckt, ne peuvent pas dissimuler à nos yeux le fait que le fascisme a pris le pouvoir, bien qu'il laisse encore subsister le fantôme du parlementarisme démocratique afin de voiler un état de choses qui, s'il était mis en lumière, susciterait une action défensive de la part des masses ouvrières.

La social-démocratie

auxiliaire du fascisme

Si le fascisme a vaincu la démocratie, s'il a vaincu sans aucune réaction de la part du prolétariat, la responsabilité en incombe complètement aux dirigeants du parti social-démocrate.

Ce sont eux qui, par des concessions continuelles ont livré, les unes après les autres, les positions du prolétariat au fascisme. Malgré les avertissements de leurs adhérents, ils ont permis au général von Seeckt de continuer ses préparatifs de coup d'Etat sans effusion de sang.

Membres du gouvernement de coalition, ils lui ont mis le pouvoir en mains, ils ont souscrit à toutes les revendications sociales de la dictature von Seeckt : telle est la portée de la loi de pleins pouvoirs qu'ils ont votée et qui permet de charger le prolétariat de tous les fardeaux de l'Etat bourgeois désagrégé.

Ils ont consenti à la dissolution par le Reich du gouvernement prolétarien de Saxe, ils ont empêché en Saxe la grève générale contre l'entrée des troupes ; et lorsque toutes les positions stratégiques ont été occupées par la Reichswehr, les membres social-démocrates du gouvernement du Reich ont approuvé l'abdication de leurs propres camarades de parti en Saxe.

Le social-démocrate Ebert a signé de sa propre main l'ordre de chasser des ministères de Dresde

ses camarades de parti, ordre qui fut exécuté par le Commissaire du Reich Heinze, le singulier ministre de la justice qui a favorisé la fuite du leader fasciste, le capitaine Ehrhardt.

Ainsi s'est formé le cycle de la néfaste politique des dirigeants social-démocrates. Des mains sanglantes du général Müller, ils ont repris en Saxe le « gouvernement » dont la tâche désormais consiste uniquement dans l'exécution servile des ordres du dictateur militaire.

Au début de la révolution de novembre, les dirigeants social-démocrates avaient scindé le prolétariat au nom de la démocratie bourgeoise, organisé des gardes blanches pour la défense de la démocratie bourgeoise ; ils livrent maintenant cette démocratie bourgeoise à la soldatesque. Au nom du réformisme, ils ont renié autrefois la révolution sociale ; les voici qui livrent maintenant la vie même de la classe ouvrière à l'arbitraire des barons du fer et du charbon. Par cette attitude les chefs de la social-démocratie brisent définitivement avec le prolétariat.

Avec eux ce ne peut plus être qu'une lutte à mort. C'est ce que semble avoir compris une partie des masses ouvrières social-démocrates qui exigent l'exclusion d'Ebert du parti. Mais Ebert n'est pas une individualité. C'est le représentant de la tendance social-démocrate qui, depuis le 4 août 1914, a sans cesse trahi le prolétariat allemand. Les Wels et les Muller, les Seilmann et les Schmidt sont de même chair et de même sang qu'Ebert.

Ce n'est pas de rupture avec Ebert qu'il s'agit. Il ne s'agit pas non plus d'en faire un bouc émissaire, mais de rompre avec une politique de dix années de trahison et avec tous ses représentants.

Pour que l'opposition croissante de la classe ouvrière ne se transforme pas en action révolutionnaire pour la dictature prolétarienne, les chefs social-démocrates, après avoir mis en scène le fascisme, ont abandonné le gouvernement fasciste pour se donner, comme au temps de M. Cuno, une apparence d'opposition. Ils espèrent ainsi retenir ceux qu'on appelle « social-démocrates de gauche », et les enchaîner encore au char de la bourgeoisie. Ce jeu ne trompera que ceux qui veulent être trompés.

Mais tant que la prétendue « gauche de la social-démocratie ne rompra pas ouvertement les liens politiques et d'organisation qui la rattachent aux chefs de droite de la social-démocratie, elle en restera de fait l'auxiliaire. Ses récriminations ne servent à rien. Il faut qu'une lame acérée tranche les liens qui l'unissent encore à une politique de trahison.

Les organisations qui se refusent à rompre avec les chefs social-démocrates de droite ne méritent rien de la confiance nécessaire à l'entente pour l'action commune. Ceux qui ne savent pas rompre avec les Wels, les Muller et les Ebert, ces agents conscients du fascisme, deviennent eux-mêmes, par incompréhension ou par lâcheté, des agents du fascisme.

La classe ouvrière et l'effondrement de la République de novembre

La classe ouvrière n'a pas été uniquement surprise par la victoire du fascisme à cause du partage des rôles entre les Ludendorff, les Hitler et les von Kahr, et à cause de l'habile charlatanisme des partis fascistes qui ont opéré sous la direction de M. von Seeckt. Elle s'est aussi

laissée surprendre par l'attaque fasciste grâce aux voiles que la social-démocratie a tirés sur cette attaque. Toute l'histoire de la révolution de novembre est cause que la classe ouvrière est restée passive devant l'agonie de la République.

La République de novembre a livré le peuple allemand aux mercantis de l'alimentation et aux barons du fer et du charbon. Elle a bourré de milliards les poches des spéculateurs et réduit le prolétariat à la mendicité. Elle a fait de l'école, l'asile où se sont réfugiés les coryphées des Hohenzollern, et des tribunaux, des foyers de corruption réactionnaires ; elle a livré l'armée aux généraux de Guillaume II et aux capitaines fascistes.

Cette République ne pouvait plus, à l'heure du danger, mettre en mouvement pour sa défense les bras de la classe ouvrière. Le prolétariat ne pouvait pas combattre pour le cadavre de la prostituée de novembre. La haine de la République de novembre qui animait une partie du prolétariat, les déceptions profondes qu'elle a infligées à ses partisans d'autrefois, tout cela a préparé les voies du fascisme.

Le pouvoir passe aux bandes fascistes. Le prolétariat risque d'être subjugué, étranglé et réduit en esclavage. Aussi l'accession du fascisme au pouvoir marque-t-elle le commencement du combat décisif du prolétariat, d'un combat mortel, dans lequel nulle hésitation n'est possible. Le soulèvement armé est à l'ordre du jour.

Au moment où se fonde la dictature fasciste, au moment où des milliers de communistes sont jetés en prison, où la presse et les organisations communistes sont opprimées, le P.C.A. déclare dans le plus grand calme, avec une assurance inébranlable, une guerre sans merci à la dictature fasciste. Le combat commence avec la résistance de la classe ouvrière à l'introduction de la journée de dix heures, avec le chômage, avec la lutte pour les salaires du temps de paix, contre l'état de siège, contre le garrotage de la presse ouvrière et durera sans trêve possible jusqu'à l'attaque suprême du prolétariat contre les citadelles du fascisme dictateur.

C'est avec une confiance entière en la prochaine victoire que le P.C.A. affirme que la classe ouvrière saura arracher au gouvernement fasciste les armes qu'il détient ; que la classe ouvrière saura lui arracher le pouvoir ; qu'elle opposera à la dictature bourgeoise fasciste l'action pour la dictature du prolétariat, et ne connaîtra pas de répit avant d'avoir institué la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat contre la dictature de la bourgeoisie fasciste

La classe ouvrière allemande avait, en novembre 1918, le pouvoir dans l'Etat. Elle le rendit à la bourgeoisie, ayant, dans sa grande majorité, peur des maux inévitables d'une guerre civile. Par peur de la lutte, elle prêta confiance aux chefs social-démocrates qui promirent de lui assurer sur le terrain de la démocratie, par un effort lent mais paisible, avec le pain et une influence légitime sur l'Etat, la socialisation des grandes entreprises du capitalisme privé.

Toutes ces espérances social-démocrates sont aujourd'hui enterrées. Aucun ouvrier allemand ne peut plus méconnaître les enseignements des cinq années de la République de novembre. L'histoire de cette République révèle en lettres sanglantes que, de deux choses l'une : ou la bourgeoisie im-

posera sa dictature, exploitera et spoliera sans vergogne les classes moyennes et la classe ouvrière ; ou le prolétariat prendra le pouvoir et utilisera tous les moyens d'action arrachés à la bourgeoisie pour organiser la production dans l'intérêt du monde du travail.

Toutes les facilités qu'un prolétariat fort a pu se procurer sur le terrain de la démocratie pour passer à la dictature, disparaissent du moment que le fascisme a réussi à se saisir du pouvoir et à se soumettre l'Etat. Le passage de la dictature de la bourgeoisie à celle du prolétariat se fera par des combats armés. Pour édifier leur dictature, les fascistes ont fait ce que n'ont pas su faire les social-démocrates : un long travail souterrain de mine. Ils ont peu à peu transformé l'Etat démocratique en un Etat fasciste. *Désormais, seule la destruction de ce mécanisme gouvernemental, par la lutte prolétarienne révolutionnaire, ouvrira les portes à la dictature prolétarienne.* La préparation du combat devient la tâche immédiate des ouvriers révolutionnaires.

La bourgeoisie fasciste n'a, quant à présent, vaincu que la révolution de novembre, et non la classe ouvrière. La classe ouvrière se dresse encore intacte, des éléments nombreux y sont déjà animés d'une ardente volonté de combat ; d'autres sont poussés, par la nécessité, à des luttes désespérées. C'est la trahison de la social-démocratie seule et le désarroi qu'elle a amené qui ont empêché jusqu'ici l'unité du front du prolétariat, garantie de sa victoire sur le fascisme, de se réaliser.

La bourgeoisie cherche à tirer parti de ce désarroi momentané de la classe ouvrière pour livrer immédiatement la bataille décisive. De même que la domination démocratique de la bourgeoisie n'a pu s'établir en juillet et mars 1919 qu'après la mort de quinze mille ouvriers tombés dans la guerre civile, il faudrait aujourd'hui à la bourgeoisie fasciste 200.000 cadavres de prolétaires pour qu'elle pût appliquer librement son programme social.

Aussi M. Stinnes a-t-il exigé, malgré l'augmentation du chômage, la suppression de la journée de huit heures, mesure dont l'industrie lourde ne pourrait pratiquement profiter. Aussi M. Stresemann a-t-il dissous le gouvernement saxon, quoique sachant les social-démocrates de Dresde prêts à renoncer à la coalition avec les communistes et à l'accord avec la bourgeoisie. *Dans ces deux cas, la bourgeoisie fasciste a voulu et veut provoquer le prolétariat à un soulèvement à une heure où il est affaibli et troublé par la trahison de la social-démocratie, où il n'est pas encore organisé en une phalange de fer, où par une grave volonté de lutte, où ses préparatifs ne font que commencer.*

Si les forces vives révolutionnaires du prolétariat évitent maintenant une défaite qui serait décisive, si tous les éléments révolutionnaires commencent avec une inlassable énergie l'œuvre de préparation à la lutte, si, *dans des combats partiels, les travailleurs amassent de nouvelles forces, l'ennemi sera demain démoralisé et le prolétariat, entrant uni dans la lutte, vaincra infailliblement et instituera sa dictature.*

La dictature fasciste est le dernier et le plus faible gouvernement bourgeois de l'Allemagne

La bourgeoisie allemande est au bout de ses ressources. Capitulant devant l'ennemi étranger, elle n'est pas en état de nourrir son propre peu-

ple ; c'est là ce qui la condamne. Pour se procurer les matières premières et les denrées nécessaires à l'existence de vingt millions d'êtres constituant le superflu de la population industrielle de l'Allemagne, il faut que la bourgeoisie allemande quintuple l'exportation de ses marchandises. Dans les pays d'Occident, la chose est impossible à cause des tarifs douaniers des autres Etats capitalistes. A l'Est, les exportations de l'Allemagne ne pourraient augmenter fortement que si la Russie et l'Allemagne s'accordaient mutuellement de longs crédits, c'est-à-dire si les économies des deux peuples intéressés étaient indissolublement unies. Ce chemin est fermé à la bourgeoisie allemande, qui ne peut pas plus s'unir au premier Etat prolétarien du monde, que celui-ci ne peut vouloir s'unir à elle.

Or, même en l'état actuel des choses, la bourgeoisie allemande ne peut pas maintenir ses exportations actuelles ; car les Stinnes et les Krupp, le syndicat du charbon et du fer, ont élevé les prix des éléments de la production les plus importants à une telle hauteur que l'industrie allemande est devenue incapable de lutter sur le marché mondial.

En résultent une croissance rapide du chômage et l'impossibilité d'assainir les finances allemandes. Des emprunts étrangers ne pourraient amener qu'une amélioration passagère. Sur le terrain de l'économie capitaliste, l'Allemagne ne peut même plus assurer un salaire de famine à ses ouvriers et à ses fonctionnaires. Malgré les stratagèmes les plus habiles multipliés avec le nouveau mark (*Rentenmark*), la désorganisation de l'économie allemande continuera à déséquilibrer l'exploitation des classes moyennes et des travailleurs et à épuiser le pays. L'inflation a été exploitée à un degré extrême. Les classes moyennes, dont les sympathies ont donné la victoire au fascisme, vont être poussées par le désespoir vers la classe ouvrière.

Le gouvernement fasciste de la faim sera aussi celui du démembrement du Reich. En fait, la Bavière s'est déjà rendue indépendante du Reich. Elle s'est annexé la 7^e division de la Reichswehr pour s'en faire une armée. Elle ne fait qu'exécuter le programme que lui a dicté à Paris le baron de Soden.

Le Reich sera transformé en une Fédération d'Etats impuissants. L'occupation de la Prusse orientale par les Polonais est la seconde condition de paix avec la France acceptée par les Wittelsbach. Ceux-ci espèrent en finir de la sorte avec l'hégémonie des Hohenzollern et du protestantisme et se frayer une route, par la grâce de la France, vers la couronne impériale allemande.

En Rhénanie, la petite bourgeoisie fasciste et séparatiste est en lutte ouverte pour la séparation du Reich ; à côté d'elle, sous la direction de l'industrie lourde et des partis bourgeois, le séparatisme « légal » devient de plus en plus fort. Dans un avenir très prochain, la séparation légale des pays rhénans sera certainement consommée. Le gouvernement fasciste qui arrive au pouvoir au nom de la défense du Reich devra, ou risquer le combat contre les forces séparatistes — et ce sera alors la guerre civile entre les différents partis de la bourgeoisie — ou, ce qui est plus vraisemblable, sanctionner la décomposition de l'Allemagne.

Ce gouvernement sera l'impuissance personifiée ; il signifiera l'émiettement du Reich, la reddi-

tion de la nation allemande à la France et au capital international. Il se révélera brutalement comme chargé de défendre les intérêts d'une petite minorité de magnats industriels allemands qui, sans pouvoir ni nourrir ni défendre le pays, y exerceront la dictature à seule fin de se maintenir.

Tout ce qu'il y a de vivant et de sincère dans les masses nationalistes, source principale de sa puissance militaire, s'en détournera ce jour-là. L'Allemagne cherchera un refuge au camp du travail appauvri et privé de droits, au camp des prolétaires qui, dans le Reich entier, se tendent les mains contre la misère, la détresse et l'esclavage.

La lutte pour la libération sociale est, en Allemagne, inséparable du combat pour la délivrance nationale. Le Parti de la dictature du prolétariat deviendra le parti du salut national. Et quand, Parti communiste allemand, nous engagerons la bataille pour la dictature du prolétariat, nous prendrons en même temps l'engagement de combattre pour le retour de la Rhénanie et de la Ruhr arrachées par l'impérialisme français, de la Bavière, de la Prusse orientale menacée par la Pologne, de l'Allemagne centrale et septentrionale menacées par von Seeckt, pour l'unité d'un nouveau Reich allemand, pays du travail, pour la libre Allemagne des Soviets !

Incapable de satisfaire les besoins élémentaires du peuple, incapable de montrer à la nation le chemin du salut, le gouvernement fasciste ne sera pas autre chose qu'un agrégat de coteries rivales, haineuses, se combattant réciproquement. Opposition entre le séparatisme des riches paysans bavarois et le fascisme des *junkers* et des grands capitalistes, entre l'industrie lourde qui insiste pour un arrangement avec la France et les *junkers* prussiens avec lesquels l'impérialisme français ne veut pas négocier, entre les Wittelsbach et les Hohenzollern, — tous ces antagonismes seront cause de crises ininterrompues qui empêcheront l'affermissement du fascisme victorieux, à condition que la classe ouvrière sache former contre lui un front compact.

La préparation de la lutte pour la dictature prolétarienne

Conscient que la lutte nécessaire ne saurait être éloignée, le P. C. A. consacre toutes ses énergies à sa préparation ; il fait le serment d'y travailler chaque jour, unanime, en engageant la vie de tous ses membres dans cette œuvre comme dans les luttes quotidiennes qui doivent développer les forces appelées à secouer la dictature fasciste et à ériger la dictature du prolétariat.

Le P. C. A. réalisera l'unité de front du prolétariat. Il s'y est essayé, même au prix de négociations avec les dirigeants de la social-démocratie. Il a consenti à entrer dans le gouvernement saxon pour augmenter, par la coalition avec la social-démocratie saxonne, la cohésion du prolétariat et empêcher la jonction des fascistes du Sud et du Nord. La trahison des chefs social-démocrates a privé le prolétariat des fruits immédiats de cette tactique. Mais ces sacrifices n'ont pas été vains.

La classe ouvrière constate que nous avons voulu l'unité et l'action et que, seuls, les chefs de la social-démocratie l'ont livrée à l'ennemi. L'unité de front du prolétariat exige maintenant l'élimination des chefs social-démocrates — cadavres de-

venus des foyers de contamination — du mouvement ouvrier. *L'unité de front du prolétariat se créera par en bas.* Le P. C. A. s'adressera partout aux ouvriers social-démocrates et leur criera :

« Brisez avec ceux qui trahissent le prolétariat ! »

« Unissez-vous sous le drapeau du Communisme ! »

Le P. C. A. a déjà reconnu depuis des mois qu'il est de son devoir de défendre contre le gros capital les intérêts de la petite bourgeoisie appauvrie et prolétarisée, des petits commerçants, des artisans, des fonctionnaires et des intellectuels. Il a déjà ouvert plusieurs brèches dans le mur de haine et d'ignorance que le capital a, pour diviser et régner, élevé entre le prolétariat et ces couches sociales.

A l'heure où les fascistes, qui se donnent comme les sauveurs de la petite bourgeoisie, livrent les classes moyennes au grand capital, le P. C. A. décuple l'énergie de son appel à ces éléments, dans la volonté de les gagner à l'alliance avec la classe ouvrière, leur unique chemin de salut. Le P. C. A. s'affirme aux intellectuels appelés à sauver la culture allemande ; il s'attache à réunir autour de lui, avec les ouvriers agricoles, l'élément prolétaire des campagnes, les petits paysans. *La dictature du prolétariat sera le fait du gouvernement ouvrier, guide de la petite bourgeoisie, des intellectuels et des paysans dans la lutte contre la nécessité, la misère et la décadence.*

Le P. C. A. a montré, par ses campagnes contre le Traité de Versailles et contre l'abandon de la Ruhr, qu'il est le seul parti national de l'Allemagne. Il a pour devoir, vu l'émiettement de l'Allemagne, vu son impuissance nationale sous le régime nationaliste et fasciste, vu sa reddition à l'entente, d'aller aux masses nationalistes et de leur montrer que l'étoile soviétiste et non la croix gammée, est le symbole de la libération nationale. Il prendra contact avec la Reichswehr et la marine, la police et les organisations nationalistes ; il les mettra en demeure de choisir entre le démembrement du Reich, le déshonneur national et la lutte pour une libre Allemagne du travail.

Le P. C. A. invite la classe ouvrière à commencer sur l'heure la lutte contre le gouvernement fasciste et contre la nouvelle offensive du capital. Il invite le prolétariat entier à prendre en main la cause des ouvriers congédiés par les capitalistes, des militants qui s'opposent aux réductions des salaires, à la prolongation de la journée de travail, aux poursuites intentées à des délégués d'usines. Nous revendiquons les salaires du temps de paix.

La formation des centurions ouvrières ne doit pas seulement être continuée ; les centurions doivent, chaque jour, être les organes de défense de la classe ouvrière contre tous les excès des organes fascistes d'oppression. Chaque coup de justice doit être suivi d'une riposte. Les von Seeckt et les Stinnes doivent sentir, et sans trêve, qu'ils ne sont ni en Italie, ni en Hongrie. Rendre coup pour coup ; s'armer un peu mieux chaque jour pour la bataille décisive ; rassembler, grouper les masses populaires éprouvées par les maux du présent ; c'est ainsi que la classe ouvrière abattra, les armes à la main, la dictature fasciste et érigera la dictature prolétarienne. La lutte finale peut se produire dans les semaines à venir. Pas un jour ne doit être perdu.

NOTES D'ALLEMAGNE

Hitler. Une idéologie fasciste

De l'avis de quelques-uns de ses admirateurs politiques mêmes, Adolphe Hitler vient de faire une fin pitoyable. A Nuremberg, il y a quelques mois, le chef du Parti National Socialiste passait en revue près de 100.000 hommes de troupes bien armés. A la frontière de Thuringe, il venait de rassembler près de 30.000 hommes. Il croyait le moment venu de passer de la menace aux actes et grisé par la popularité que lui ont valu un facile talent d'orateur, l'appui des autorités, la persévérante réclame de la presse bourgeoise, les fonds secrets de M. Hugenberg, il s'imaginait pouvoir devenir, en tirant quelques coups de revolver dans le plafond d'une salle de réunion publique de Munich, quelque chose comme un nouvel empereur d'Allemagne : « J'assume la direction des affaires de l'Empire », disait-il, avec sérénité, le soir du *putsch*. D'où vient ce Mussolini raté ? Il a quelque 35 ans. Il était avant la guerre peintre d'enseignes et peint allemand ! Autrichien ou plutôt allemand de Bohême. Il n'est devenu citoyen du Reich que dernièrement. A la guerre, sous-officier, puis officier, dit-on, il ne s'est aucunement distingué, il a même été difficile de lui créer, après coup, une certaine réputation de bravoure.

Ses succès d'organisateur sont incontestables mais n'ont rien d'étonnant. Un aventurier politique, convenablement soutenu par la réaction et financé par de gros capitalistes, peut toujours, en période de troubles et de misère, recruter des bandes à tout faire. Ainsi seulement s'explique l'extension de ce qu'on a bizarrement appelé le « mouvement national-socialiste ». Curieux d'en connaître l'idéologie j'ai lu quelquefois le *Volkischer Beobachter* (*L'Observateur Populaire*), son grand quotidien de Munich, rendu fameux par l'incident qu'il a provoqué entre le Reich et la Bavière. J'ai encore sous les yeux le compte rendu donné par ce journal d'une réunion tenue à Munich au Champ de Mars, le 30 octobre dernier, par les chefs du parti et suivie par plusieurs milliers d'hommes. Le président d'honneur du Parti National Socialiste Anton Drexler et tout aussi inconnu du grand public allemand que les autres orateurs principaux, Max Weber, Hermann Esser, Dietrich Eckart. Le grand homme, le tribun du parti, c'est « notre Adolphe Hitler », dont on s'attache à tout moment à faire ressortir la mission de sauveur de l'Allemagne et les inappréciables mérites personnels. L'annonce de son seul nom déclenche « des applaudissements enthousiastes ». Son discours tient trois colonnes et constitue un curieux document sur la démocratisation, l'incertitude, l'indigence idéologique de la foule à laquelle il s'adresse...

La thèse de Hitler c'est que le parlementarisme a perdu l'Allemagne. Tous les maux viennent du régime parlementaire. « Le jour où fut créé le Reichstag, le peuple allemand fut condamné à mort... Un peuple tenu de se soumettre à la majorité est un peuple perdu ». Le remède est dans la fin du parlementarisme, la fin du régime des partis, l'extirpation du marxisme. « Le marxisme est la grande entreprise des juifs pour la conquête du monde ». La juiverie affame le pauvre peuple,

sape l'unité nationale, soutient le parlementarisme. Le peuple allemand doit être tiré de l'abîme par l'affirmation d'un nouvel idéal, purement national et la dictature. « Peuple allemand l'heure de la délivrance a sonné... A Berlin ! »

Je ne déforme pas, je ne corse pas, si j'abrège. Entre ces idées, entre ces sommaires, de grossières et parfois énormes affirmations, aucun lien logique. Beaucoup d'exclamations, un ton familier, l'appel constant à des sentiments primitifs, des « mes enfants », des « notre peuple », une péroraison frénétique ; c'est tout. Au fond, une naïve démagogie spéculant sur le sentiment national, le discrédit du socialisme réformiste et du parlementarisme, la misère, la vieille haine de l'usurier et du financier, trop souvent juifs. C'est toute l'idéologie du socialisme national. Celle du fascisme italien, si elle n'est ni beaucoup plus logique, ni mieux construite n'en a pas moins plus de cohésion, plus d'envoie aussi. Ce mouvement allemand est bien fasciste mais c'est déjà un fascisme dégénéré, vulgarisé, abêti. Terribles symptômes de la décadence du régime capitaliste qui ne peut même plus fournir aux masses une idéologie digne de ce nom !

La tragi-comédie de Munich

Faut-il revenir sur la tragi-comédie de Munich ? Certains détails n'en sont encore guère connus. Le coup d'Etat était annoncé pour le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution bavaroise. Il a commencé par une diatribe anti-marxiste, dans le style Hitler, du dictateur von Kahr. Irruption de Hitler et de ses gens dans la salle. Décharge de carabine au plafond, panique et premiers mots magnifiques de Hitler juché sur une table à la salle qui va l'applaudir : « Si le calme ne se rétablit pas à l'instant, nom de Dieu ! j'installe des mitrailleuses dans les tribunes ! » Le calme se rétablit et l'on emmène poliment von Kahr « pâle comme un linge », le général von Lossow et quelques autres personnes. Une heure après von Kahr rentre « tout aussi pâle » et déclare qu'il assume « en qualité de représentant de la monarchie » les fonctions de chancelier. A Hitler la dictature, à Ludendorff l'armée qui va marcher sur Berlin. Le lendemain coup de théâtre. Von Kahr et von Lossow lâchent leur compère Hitler et font une excellente affaire, quoiqu'un peu risquée. Ils se débarrassent d'un rival encombrant, s'imposent à la bourgeoisie en sauveurs de la paix sociale, de l'unité du Reich, de l'ordre, acquièrent des droits à la reconnaissance de Stresemann et d'Ebert ; et ce que Hitler voulait maladroitement tenter par la force, au risque de provoquer quelque magistrale riposte du prolétariat, von Kahr, plus habile, l'obtient, légalement, sans effort : le premier contre-coup du *putsch* de Munich c'est à Berlin la dictature du général von Seeckt... Mais voici d'autres détails. Le « roi » Rupprecht qui compte beaucoup sur la bienveillance de l'état-major français, avec lequel on affirme que ses partisans ont maintes fois négocié, se serait effrayé de voir le vieux Ludendorff cher aux Hohenzollern et mal vu à Paris à la tête de la Restauration

Pendant les quelques heures que dure le *putsch*,

les bandes de Ludendorff et de Hitler se rendent à la rédaction de la *Munchener Post*, organe social-démocrate munichois, qu'elles saccagent de fond en comble, elles saccagent aussi la demeure du leader social-démocrate Auer, arrêtent dans une séance de commission des conseillers municipaux socialistes et communistes, les font conduire dans un bois pour les y fusiller. Le *Vorwaerts* assure que seul le revirement de la situation à Munich empêcha leur exécution. Des affiches placardées à Munich ordonnaient à tout citoyen allemand de se saisir de personnalités socialistes et républicaines parmi lesquelles : Ebert, Scheidemann, Oscar Kohn, Théodore Paul-Lévy, Théodore Wolff, Georg Bernhardt, et de les remettre « mortes ou vives » entre les mains des autorités.

Pourquoi l'entreprise a-t-elle échoué ? Pourquoi M. von Kahr a-t-il lâché au dernier moment, de « loyaux adversaires », avec lequel il était si souvent d'accord ? La réponse me paraît simple. L'industrie lourde, la haute finance, la caste militaire redoutent la guerre civile et estiment, après les événements des derniers jours, le désarmement de la Saxe rouge, le complet effondrement de la social-démocratie n'avoir plus besoin d'un coup de force pour prendre la dictature. Les démagogues et les impatients tels que Hitler leur deviennent plutôt gênants.

Hitler a pris la fuite, ainsi que Rossbach, qui avait agi à ses côtés. Contrairement à ce qu'on dit, je ne crois pas leur rôle politique fini. Nous les verrons quelque jour reparaitre pendant la guerre civile, à la tête de bandes d'égorgeurs. Ludendorff, arrêté, a été remis en liberté sur parole d'honneur de renoncer à l'activité politique. Un jour ou deux, avant le *putsch*, il donnait déjà sa parole d'honneur à von Kahr de ne pas agir sans dénoncer au préalable l'accord conclu entre eux. Mais tout cela n'est que comédie.

...Les sénateurs social-démocrates de Hambourg traitent, eux, avec beaucoup moins de mansuétude les prisonniers communistes du récent soulèvement. Ils ne songent pas à rendre la liberté à leurs collègues communistes, incarcérés sans l'ombre d'une preuve de culpabilité.

Première semaine de nouvelle inflation

La première semaine de nouvelle inflation est écoulée. Et l'on en peut dresser le bilan. Je veux parler de l'inflation « en or », c'est-à-dire en papiers dits à valeur réelle. Ces papiers, monopolisés par l'agiotage, qui les revend 4 et 5 fois leur valeur, demeurent invisibles et introuvables. Mais leur apparition et la fixation d'un cours officiel du dollar et du mark-or (respectivement 630 et 150 milliards) a pour conséquence, en six jours, du 3 au 9 novembre, une très forte augmentation de tous les prix calculés en or. En marks-papier, l'augmentation atteint pour cette semaine le record de 502 %. En or, l'indice du cours moyen de la vie augmente brusquement de 76.2 % (le chiffre 100 correspondant au cours moyen de la vie en 1913). Les prix des denrées alimentaires, toujours calculés en or, augmentent davantage, passant de 93.5 % à 152.6 %. Conclusions : le papier à valeur réelle a déjà perdu, avant d'être connu du grand public, le tiers de sa puissance d'achat. L'inflation, gigantesque entreprise d'escroquerie au détriment des masses de travailleurs et de consommateurs, recommence sur des bases nouvelles..

La grève des imprimeurs berlinois

Pas de journaux ce lundi 12 novembre, et crise de papier-monnaie. Les presses à assignats ont cessé de fonctionner. Bravant toutes les interdictions de grève édictées par l'autorité militaire, les imprimeurs de journaux et de la Banque d'Etat sont en grève depuis trois jours. Le mouvement, prêt à éclater depuis plusieurs semaines — à propos de la suspension indéfinie de la *Rote Fahne* — et obstinément saboté par les dirigeants syndicaux, n'a pas pu être retardé plus longtemps, mais revêt un caractère principalement économique. Les imprimeurs ont touché, pour la semaine du 3 au 9 novembre, 3 trillions et demi de marks-papier (un peu plus d'un dollar au cours de la Bourse noire), soit nominalement 22.5 marks-or. Avant la guerre, ils gagnaient 35 marks-or par semaine, et les prix, depuis la guerre, ont plus que doublé. Les pourparlers avec le ministre du Travail les ont édifiés sur la bonne volonté du gouvernement et du patronat.

Cette grève est importante. Soulignons qu'elle se produit malgré les rigueurs de l'état de siège et le sabotage réformiste. Elle témoigne de la volonté de résistance d'un élément ouvrier qui est loin d'être révolutionnaire. — Le gouvernement ne se pressera peut-être pas d'y mettre fin. L'occasion lui est excellente d'imputer aux ouvriers les graves contre-coups du manque de papier-monnaie. — De leur côté, les imprimeurs bénéficient de la situation : ils coupent les vivres à M. Stresemann et suppriment toute la presse bourgeoise à un moment où l'opinion publique suivait les événements avec anxiété. Deux journaux paraissent seuls : le *Vorwaerts*, composé avec l'autorisation des syndicats, et la *Gazette allemande nationaliste*, composée par des jaunes.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

L'Amour dans la Société Nouvelle

(Lettre à la Jeunesse laborieuse)

Avec ce 3^e et dernier chapitre, nous terminons la publication de l'étude d'Alexandra Kollontai. Bien que destinée à la jeunesse russe, c'est-à-dire à la génération adolescente de la révolution prolétarienne, elle intéresse les jeunes de tous les pays modernes. Nous verrons dans la suite quelle impression elle a produite en France.

L'amour-camaraderie

La nouvelle société communiste laborieuse s'édifie sur le principe de camaraderie, de solidarité. Mais qu'est-ce que la solidarité ? Ce n'est pas seulement la conscience de la communauté d'intérêts, mais c'est aussi les liens de cœur et d'esprit établis entre les membres de la collectivité laborieuse. Le régime social bâti sur la solidarité et la collaboration exige cependant que la société en question possède à un très haut degré de développement « la capacité potentielle de l'amour », c'est-à-dire la capacité des sensations sympathiques.

A défaut de telles sensations, la solidarité ne peut être assurée. C'est pourquoi justement l'idéologie prolétarienne cherche à éduquer et à renforcer chez chaque membre de la classe ouvrière le sentiment de sympathie à l'égard des souffrances et des besoins de ses camarades de classe, ainsi que la compréhension des aspirations d'autrui et la conscience de sa liaison avec d'autres membres de la collectivité. Mais toutes ces « sensations sympathiques » — délicatesse, sensibilité, sympathie — découlent d'une même source commune : la capacité d'aimer, d'aimer non dans le sens étroitement sexuel, mais dans le sens le plus large de ce mot.

L'amour est un sentiment qui lie les individus entre eux ; il est donc pour ainsi dire un sentiment d'ordre organique. Que l'amour soit une très grande force de liaison, la bourgeoisie le comprenait et le saisissait très bien. C'est pourquoi, en cherchant à consolider la famille, l'idéologie bourgeoise fit une vertu morale de l'« amour entre époux » : être un « bon père de famille » était, aux yeux de la bourgeoisie, une très grande et très précieuse qualité de l'homme.

Le prolétariat, de son côté, doit escompter le rôle social et psychologique que le sentiment d'amour, aussi bien dans le sens étendu du mot qu'en ce qui concerne les rapports entre les sexes, peut et doit jouer pour renforcer des liens, non dans le domaine des relations matrimoniales et de famille, mais dans celui du développement de la solidarité collective.

Quel est donc l'idéal d'amour de la classe ouvrière ? Quels sont les sentiments que l'idéologie prolétarienne met à la base des rapports entre les sexes ?

Nous avons déjà constaté, mon jeune ami, que chaque époque possède son propre idéal d'amour,

que chaque classe cherche, dans son propre intérêt, à mettre dans la notion morale de l'amour son contenu propre. Chaque degré de civilisation apportant à l'humanité des sensations morales et intellectuelles plus richement nuancées, fait teindre en une couleur particulière les tendres ailes de l'Eros. L'évolution dans le développement de l'économie et des mœurs sociales était accompagnée des modifications qu'on apportait à la notion de l'amour. Certaines nuances de ce sentiment se renforçaient, d'autres, par contre, s'atténuaient ou disparaissaient complètement.

De simple instinct biologique — l'instinct de la reproduction — propre à tous les êtres vivants supérieurs ou inférieurs divisés en sexes, l'amour, évoluant depuis les milliers d'années qu'existe la société humaine, s'enrichissant sans cesse de nouvelles sensations psychiques, devint un sentiment très compliqué (1). De phénomène biologique, l'amour devint un facteur social et psychologique.

Sous la pression des forces économiques et sociales, l'instinct biologique de la reproduction qui détermina les rapports des sexes aux premiers degrés du développement de l'humanité, s'est dirigé dans deux sens diamétralement opposés. D'une part, le sain instinct sexuel — l'attraction physique l'un vers l'autre de deux êtres de sexe différent dans le but de la reproduction — sous la pression de monstrueux rapports économiques et sociaux, surtout sous la domination du capitalisme, dégénéra en une *luxure malsaine*. L'acte sexuel devint un but en soi, un moyen de se procurer « une volupté de plus », une paillardise exacerbée par les excès, les perversions, les aiguillons nocifs de la chair. L'homme s'unit à la femme non pas parce qu'un sain courant sexuel l'attire puissamment vers cette femme-là, mais parce qu'il *cherche* la femme, sans éprouver aucun besoin sexuel, et il la cherche dans le seul but de provoquer ce besoin, grâce à l'intimité de cette femme. Il se procure ainsi une volupté par le fait même de l'acte sexuel. La prostitution repose là-dessus. Si l'intimité de la femme ne provoque pas l'excitation attendue, les hommes, blasés par les excès sexuels, recourent à toutes sortes de perversions.

C'est là une déviation de l'instinct biologique, vers une luxure malsaine, qui l'éloigne de sa source première.

D'autre part, l'attraction physique des deux sexes s'est compliquée, au courant des siècles de vie sociale de l'humanité et des changements de civilisation, de toute une gamme de sentiments. Dans sa forme actuelle, l'amour est un état psychique très complexe, depuis très longtemps déjà détaché de sa source première, l'instinct biologique de reproduction, et qui souvent se trouve

(1) Une autre source biologique, naturelle, de l'amour est l'instinct de la maternité, les soucis de l'enfant de la part de la femme, s'entremêlant et se croisant entre eux, les deux instincts ont créé une base naturelle pour le développement, à l'aide des relations sociales, des sensations complexes de l'amour.

même en contradiction avec lui. L'amour est un conglomérat de toute sorte de sentiments : amitié, passion, tendresse spirituelle, pitié, inclination, habitude, etc., etc... Il devient difficile, étant donnée une telle complexité, d'établir le lien direct entre « l'Eros sans ailes » (attraction physique des sexes) et « l'Eros aux ailes déployées » (attraction psychique). L'amour-amitié dans lequel il n'existe même pas un atome d'attraction physique, l'amour spirituel envers la cause, l'idée, l'amour impersonnel de la collectivité — tout cela témoigne que le *sentiment d'amour* s'est détaché de sa base biologique et à quel point il s'est idéalisé.

Mais ce n'est pas tout. Souvent, entre les diverses manifestations de l'amour, surgit une contradiction flagrante, la lutte commence. L'amour envers « la cause aimée » (non pas envers la cause tout simplement, mais justement envers la cause aimée) ne cadre pas avec l'amour envers l'élu ou l'éluë du cœur (1) ; l'amour envers la collectivité entre en conflit avec le sentiment d'amour envers la femme, le mari, les enfants. L'amour-amitié est en contradiction avec l'amour-passion. Dans un cas, l'amour est dominé par l'harmonie psychique ; dans l'autre, il a pour base « l'harmonie des corps ».

L'amour a revêtu de multiples aspects. Au point de vue des émotions d'amour, ce que ressent l'homme d'aujourd'hui chez lequel des siècles d'évolution culturelle ont développé et éduqué les différentes nuances de ce sentiment, se trouve à l'étroit dans ce qu'exprime le mot, trop général et vague, d'amour (2).

La multiplicité du sentiment d'amour crée, sous la domination de l'idéologie et des mœurs bourgeoises capitalistes, une série de pénibles et insolubles drames moraux. Déjà, à partir de la fin du XIX^e siècle, la multiplicité du sentiment d'amour devint le thème favori des écrivains psychologues. « L'amour envers deux » en même temps « envers trois », préoccupait et embarrassait par son « énigme » les nombreux représentants réfléchis de la culture bourgeoise. Cette complexité de l'âme, ce dédoublement du sentiment, notre grand penseur publiciste A. Herzen, a cherché à les élucider dans les années du siècle passé, dans son roman intitulé : *A qui la faute ?* Tchernychevski, également, a cherché à résoudre ce problème, dans sa nouvelle sociale : « Que faire ? » Le dédoublement du sentiment d'amour, sa multiplicité ont souvent préoccupé les plus grands écrivains de la Scandinavie : Hanisen, Ibsen, Bernsen (3), Heierstan. Ce thème, on le rencontre souvent dans les écrits des littérateurs français du siècle dernier. Romain Rolland, très proche du communisme, s'en occupe aussi bien que Maeterlink, très éloigné de nos conceptions (4).

(1) Ce conflit a lieu souvent, surtout chez la femme, à l'époque transitoire contemporaine.

(2) A la nouvelle humanité de trouver de nouveaux mots pour exprimer les multiples nuances des sensations psychiques qu'on ne traduit que sous une forme grossière par des mots tels que : amour, passion, emballement, complexion amoureuse, amitié. L'état d'âme compliqué résultant du chassé croisé de ces différents sentiments ne s'expriment pas du tout par ces notions et ces vagues définitions.

(3) « Hulde, la boîteuse ».

(4) « Aglanème et Celisette ».

Les génies poétiques comme Goethe et Byron et les pionniers aussi hardis dans le domaine des rapports entre les sexes, tels que George Sand, ont cherché à résoudre dans la pratique de la vie ce problème compliqué, cette « énigme de l'amour ». L'auteur du roman : *A qui la faute ?* Herzen, s'en est rendu compte à la lumière de sa propre expérience, ainsi que de nombreux autres penseurs, poètes, hommes d'Etat... Mais sous le poids de « l'énigme de la dualité dans l'amour » fléchissent maintenant des hommes qui ne sont pas « grands » du tout, mais qui cherchent vainement la clef de sa solution dans les limites de la pensée bourgeoise. Et cependant, cette clef est entre les mains du prolétariat. La solution de ce problème appartient à l'idéologie et au genre de vie de la nouvelle humanité laborieuse.

Nous parlons, ici, de la dualité du sentiment d'amour, des complexités de « l'Eros aux ailes déployées », mais une telle dualité ne peut être confondue avec les relations sexuelles d'un homme avec plusieurs femmes, ou d'une femme avec plusieurs hommes. La polygamie à laquelle le sentiment ne participe pas peut entraîner des conséquences néfastes (épuisement précoce de l'organisme, augmentation des chances dans les conditions actuelles de contracter une maladie vénérienne, etc.), mais de telles liaisons ne créent pas des « drames moraux ». Les « drames », les conflits ne surgissent que lorsqu'on est en présence de l'amour dans toutes ses nuances et manifestations diverses. Une femme peut aimer un homme par « l'esprit » seulement, au cas où ses pensées, ses aspirations, ses désirs s'harmonisent avec les siens ; et elle peut être attirée vers un autre par un puissant courant d'affinité physique. A l'égard d'une femme, un homme éprouve un sentiment d'une tendresse pleine de ménagements, d'une pitié pleine de sollicitude, et dans une autre il trouve un appui, la compréhension des meilleures aspirations de « son moi ». A laquelle de ces deux femmes doit-il accorder la plénitude de l'Eros ? Et pourquoi doit-il s'arracher, se mutiler l'âme, si la plénitude de son être ne peut être atteinte que s'il maintient ces deux liens ?

Sous le régime bourgeois, un tel dédoublement de l'âme et du sentiment entraîne d'inévitables souffrances. Pendant des siècles, l'idéologie bâtie sur l'instinct de la propriété, inculquait aux hommes que le sentiment d'amour doit avoir comme base le principe de propriété. L'idéologie bourgeoise enfonçait dans la tête des hommes que l'amour donne le droit de posséder *entièrement et sans partage* le cœur de l'être aimé. Un tel idéal, une telle exclusivité dans l'amour découlait naturellement de la forme établie du mariage par couples et de l'idéal bourgeois « d'amour absorbant » entre deux époux. Mais cet idéal peut-il correspondre aux intérêts de la classe ouvrière ? N'est-il pas important et désirable au contraire du point de vue de l'idéologie prolétarienne que les sensations des hommes deviennent plus riches et plus multiples ? La multiplicité de l'âme ne constitue-t-elle pas justement un fait qui facilite le développement et l'éducation des liens de cœur et d'esprit par lesquels se consolidera la collectivité laborieuse ? Plus sont nombreux les fils tendus de l'âme à l'âme, du cœur au cœur, du cerveau au cerveau, plus est solide l'esprit de solidarité et plus facilement se réalise l'idéal de la classe ouvrière : la camaraderie et l'unité.

L'exclusivité dans l'amour de même que « l'absorption » par l'amour ne peuvent pas, du point

de vue de l'idéologie prolétarienne, constituer l'idéal d'amour déterminant les rapports entre les sexes. Au contraire, le prolétariat en constatant la multiplicité de « l'Eros aux ailes déployées » ne s'effraie point de cette découverte et n'en éprouve point d'indignation morale à l'instar de l'hypocrite bourgeoisie. Au contraire, le prolétariat cherche à imprimer à ce phénomène (qui est le résultat de causes sociales compliquées) une direction qui corresponde à ses buts de classe au moment de la lutte et de l'édification de la société communiste.

La multiplicité de l'amour n'est pas, par elle-même, en contradiction avec les intérêts du prolétariat ? Au contraire, elle facilite le triomphe de l'idéal d'amour dans les rapports entre les sexes qui se forment et se cristallisent déjà à l'intérieur de la classe ouvrière : l'amour-camaraderie.

L'humanité du patriarcat se représentait l'amour sous forme d'affection entre les parents (l'amour des sœurs et des frères, l'amour envers les parents). Le monde antique mettait au-dessus de tout l'amour-amitié. Le monde féodal faisait un idéal de l'amour « spirituel » du chevalier, amour détaché du mariage et qui n'était pas lié à la satisfaction de la chair. L'idéal d'amour pour la morale bourgeoise était l'amour d'un couple uni par le mariage légitime.

L'idéal d'amour de la classe ouvrière découle de la collaboration dans le travail, et de la solidarité dans l'esprit et la volonté de tous ses membres hommes et femmes, il se distingue naturellement par sa forme et par son contenu de la notion d'amour d'autres époques de civilisation. Mais qu'est-ce donc que « l'amour-camaraderie » ? Cela ne signifie-t-il pas que la sévère idéologie de la classe ouvrière, forgée dans une atmosphère de lutte pour la dictature ouvrière s'apprête à chasser impitoyablement le tendre Eros ailé ? Non pas. L'idéologie de la classe ouvrière non seulement ne supprime pas « l'Eros aux ailes déployées », mais au contraire, elle prépare la reconnaissance du sentiment d'amour en tant que force sociale et psychique.

L'hypocrite morale de la culture bourgeoise arrachait impitoyablement des plumes aux ailes à couleurs chatoyantes de l'Eros en l'obligeant à ne visiter que le « couple légalement marié ». En dehors du mariage, il n'y avait pour l'idéologie bourgeoise que l'Eros sans ailes, l'Eros déplumé — l'attraction passagère des sexes sous forme des caresses achetées (la prostitution) ou volées (l'adultère).

Au contraire, la morale de la classe ouvrière rejette nettement la forme extérieure qui préside aux relations d'amour entre les sexes. Pour les tâches de classe du prolétariat il est complètement indifférent que l'amour prenne la forme d'une union durable ou qu'il trouve son expression sous forme de liaison passagère. L'idéologie de la classe ouvrière ne fixe point de limites formelles à l'amour. Mais par contre elle se soucie déjà du contenu de l'amour, des nuances de sentiments et d'émotions qui lient les deux sexes. Dans ce sens l'idéologie de la classe ouvrière poursuivra bien plus impitoyablement « l'Eros sans ailes » (lurure, satisfaction unilatérale de la chair au moyen de la prostitution, transformation de l'« acte sexuel » en un but en soi, ce qui le range parmi les « plaisirs faciles », etc.) que ne le faisait la morale bourgeoise. « L'Eros sans ailes » est en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière. En premier lieu il entraîne inévitablement les excès

et l'épuisement physique, ce qui diminue la réserve d'énergie de l'humanité. En deuxième lieu il appauvrit l'âme en empêchant le développement des liens psychiques et des sensations sympathiques. En troisième lieu il repose sur l'inégalité des droits dans les rapports des sexes, sur la dépendance de la femme envers l'homme, sur la fatuité ou l'insensibilité de l'homme, ce qui nuit au sentiment de camaraderie. L'action de « l'Eros aux ailes déployées » est tout à fait différente.

Evidemment à la base de « l'Eros aux ailes déployées », de même qu'à celle de l'Eros sans ailes se trouve l'attraction physique des sexes, mais la différence c'est que dans un être éprouvant un sentiment d'amour à l'égard d'un autre, s'éveillent et se manifestent justement les qualités d'âme dont les constructeurs de la nouvelle culture ont besoin : sensibilité, délicatesse, désir d'aider autrui. L'idéologie bourgeoise exigeait que l'homme ou la femme fasse montre de ces qualités rien qu'à l'égard de l'élu ou l'éluë, à l'égard d'une seule femme ou d'un seul homme. Ce qui est surtout cher, par contre, à l'idéologie prolétarienne, c'est que ces qualités-là soient éveillées et éduquées dans l'homme et qu'elles se manifestent non seulement dans ses rapports avec l'objet aimé mais aussi dans ses rapports avec tous les membres de la collectivité.

Les nuances et les sentiments qui prédominent dans « l'Eros aux ailes déployées » sont indifférents au prolétariat : que ce soient les tendres tons de la complexion amoureuse ou les chaudes couleurs de la passion, ou la communauté et l'harmonie d'esprit. Une seule chose importe : c'est que dans toutes ces nuances et manifestations d'amour il existe des éléments psychiques qui développent le sentiment de camaraderie.

La reconnaissance des droits réciproques et l'art de respecter l'individualité d'un autre, même dans l'amour, le ferme appui mutuel et le souci d'aspirations collectives, tel est l'idéal de l'amour-camaraderie que se forge l'idéologie prolétarienne à la place de l'idéal d'amour conjugal « absorbant » et « exclusif » de la morale bourgeoise.

L'amour-camaraderie, c'est l'idéal dont le prolétariat a besoin dans la période difficile et grosse de responsabilité où il lutte pour instituer sa dictature ou pour la maintenir. Mais on ne peut douter que dans la société communiste une fois réalisée, l'amour, « l'Eros aux ailes déployées », se présentera sous une tout autre forme, revêtira un aspect tout différent de celui qu'il a aujourd'hui, un aspect complètement inconnu de nous. Les « liens sympathiques » entre les membres de la nouvelle société se développeront et se fortifieront entre temps, la « capacité d'aimer » grandira et l'amour-solidarité deviendra un animateur, comme la concurrence et l'égoïsme l'étaient pour le régime bourgeois. Le collectivisme d'esprit et de volonté vaincra l'individualisme se suffisant à lui-même. Le « froid de la solitude morale », que les hommes cherchaient souvent à éviter en régime bourgeois, dans l'amour et le mariage, disparaîtra ; les hommes seront liés entre eux par d'innombrables fils, tant de cœur que d'esprit. Les sentiments des hommes se modifieront pour faire place à l'intérêt grandissant envers la chose publique. L'inégalité entre les sexes et toutes les dépendances de la femme envers l'homme disparaîtront sans laisser de traces, complètement ensevelies dans l'oubli.

Dans cette société nouvelle, collectiviste par son esprit et ses émotions et que caractériseront

l'union joyeuse et les relations fraternelles entre les membres de la collectivité laborieuse et créatrice, l'Eros prendra une place honorable en tant que sentiment multipliant la joie humaine. Quel sera cet Eros transfiguré ? La fantaisie la plus hardie est impuissante à en saisir l'aspect. Ceci seul est indiscutable : *plus fortement sera soudée la nouvelle humanité par des liens durables de solidarité, plus elle sera intimement unie dans tous les domaines de la vie, de la création et des rapports mutuels, et moins il restera de place pour l'amour dans le sens contemporain du mot.* L'amour contemporain pêche toujours par ce fait qu'il absorbe toutes les pensées et tous les sentiments des « cœurs aimants », et isole et détache de la collectivité le couple aimant. Un tel détachement du « couple aimant », un tel isolement moral deviendra non seulement inutile, mais psychologiquement irréalisable dans une société où les intérêts, les tâches, les aspirations de tous les membres seront intimement liés. Dans ce monde nouveau, la forme reconnue, normale et désirable des rapports entre les sexes aura probablement pour base la saine, la libre, la naturelle attraction des sexes (sans perversions et sans excès) ; elle aura pour base « l'Eros transfiguré ».

Mais nous sommes au tournant où se rencontrent les deux civilisations. Et dans cette période transitoire où les deux mondes s'empoignent chaudement sur tous les fronts, y compris le front idéologique, le prolétariat est intéressé à faciliter par tous les moyens l'accumulation la plus rapide des « sensations sympathiques ». Dans cette période, l'idéal moral déterminant les relations sexuelles n'est point le brutal instinct sexuel, mais les multiples sensations éprouvées aussi bien par la femme que par l'homme, d'amour-camaraderie. Pour correspondre à la nouvelle morale prolétarienne qui se forme, ces sensations doivent reposer sur les trois postulats suivants :

1° Egalité des rapports mutuels (sans la suffisance masculine et sans la dissolution servile de son individualité dans l'amour de la part de la femme) ;

2° Reconnaissance par l'un des droits de l'autre et réciproquement, sans prétendre posséder sans partage le cœur et l'âme de l'être aimé (sentiment de propriété, nourri par la civilisation bourgeoise) ;

3° Sensibilité fraternelle, art de saisir et de comprendre le travail psychique de l'être aimé (la civilisation bourgeoise n'exigeait cette sensibilité dans l'amour que chez la femme).

Mais, tout en proclamant les droits de « l'Eros aux ailes déployées » (de l'amour), l'idéologie de la classe ouvrière subordonne en même temps l'amour des membres de la collectivité laborieuse, les uns envers les autres, à un sentiment plus puissant, à un sentiment de devoir envers la collectivité. Quelque grand que soit l'amour unissant deux individus de sexe différent, quelque nombreux que soient les liens de cœur et d'esprit existant entre eux, les mêmes liens avec la collectivité doivent être plus forts et plus nombreux et pour ainsi dire plus organiques. La morale bourgeoise disait : tout pour l'homme aimé. La morale prolétarienne prescrit : tout pour la collectivité.

Mais j'entends déjà votre question, mon jeune ami : Soit, dites-vous, que les relations d'amour sur la base d'esprit fraternel deviennent l'idéal de la classe ouvrière, mais cet idéal, cette nouvelle « mesure morale » de l'amour, ne pèsera-t-elle pas lourdement sur les sentiments d'amour ? Ne

chiffonnera-t-elle pas, ne mutilera-t-elle pas les tendres ailes de « l'ombrageux Eros » ? Ayant libéré l'amour des chaînes de la morale bourgeoise, ne lui en créons-nous pas de nouvelles ?

Oui, mon jeune ami, vous avez raison. L'idéologie du prolétariat, tout en rejetant la « morale » bourgeoise dans le domaine des relations matrimoniales, se forge inévitablement sa propre morale de classe, ses nouvelles règles des rapports entre les sexes, qui correspondent mieux aux tâches de la classe ouvrière, qui éduquent les sentiments de ses membres et qui par là constituent, jusqu'à un certain point, des chaînes pour le sentiment. Dans la mesure où il s'agit d'amour patroné par l'idéologie bourgeoise, le prolétariat arrachera incontestablement un grand nombre de plumes aux ailes de l'Eros, tel que cette idéologie se le représente. Mais regretter que la classe laborieuse marque également de son sceau les rapports entre les sexes afin de faire correspondre le sentiment d'amour à la tâche qui est la sienne, ce n'est pas savoir regarder l'avenir. Il est évident qu'à la place d'anciennes plumes arrachées aux ailes de l'Eros, la classe ascendante en fera croître d'autres, d'une beauté, d'une puissance et d'un éclat encore inconnus. N'oubliez pas, mon jeune ami, que l'amour change inévitablement d'aspect et se transforme avec la base économique et culturelle de l'humanité.

Si dans les rapports d'amour s'atténue l'aveugle, l'exigeant, l'absorbant sentiment passionnel, si celui de propriété y disparaît, ainsi que le désir égoïste de s'attacher « pour toujours » l'être aimé, s'il y disparaît enfin la fatuité de l'homme et la renonciation criminelle à son « moi » de la part de la femme, par contre, d'autres éléments précieux de l'amour se développeront. Le respect de la personnalité d'autrui grandira, l'art de compter avec les droits des autres se perfectionnera, la sensibilité réciproque grandira et se développera en même temps la tendance à manifester l'amour non seulement en baisers et embrassades, mais aussi dans l'unité d'action et de volonté, dans la création commune.

La tâche de l'idéologie prolétarienne n'est point de chasser l'Eros des rapports sociaux, mais simplement de fournir son carquois de flèches nouvelles, de développer le sentiment d'amour entre les sexes, selon la plus puissante force psychique nouvelle : la solidarité fraternelle.

Maintenant j'espère, mon jeune ami, qu'il vous apparaîtra clairement que l'intérêt particulier suscité par la question d'amour dans la jeunesse laborieuse n'est point un symptôme de « décadence ». Maintenant, vous pourrez trouver vous-même la place que l'amour doit prendre non seulement dans l'idéologie du prolétariat, mais aussi dans la vie quotidienne de la jeunesse laborieuse.

Alexandra KOLLONTAI.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

ŒUVRES DE LENINE

Tout militant responsable doit non seulement lire, mais étudier les écrits de Lénine, le plus grand théoricien et le plus grand praticien contemporain de la Révolution prolétarienne. Qui ne connaît pas les œuvres de Lénine ne peut jouer un rôle efficace dans le mouvement ouvrier.

L'ETAT ET LA REVOLUTION

Prix 4 »

L'IMPERIALISME

Prix 3 50

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Prix 4 »

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME

Prix 4 »

Les prix sont à la portée de tous les militants. La librairie de l'Humanité ne fait pas « des affaires », mais de la propagande et de l'éducation communistes et révolutionnaires.

VISITEZ

la Librairie, 120, rue Lafayette, PARIS.
Entrée libre.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages bourré de renseignements sur le mouvement ouvrier mondial, la Russie des Soviets et le monde capitaliste après la guerre.

Prix 25 francs
Franco 27 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

VIENT DE PARAITRE :

A. B. C. du Communisme

par BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY

Un fort volume de 360 pages, prix 6 francs

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AU TRAVAIL

par G. ZINOVIEV

Un volume, prix 5 francs

ANNUAIRE DU TRAVAIL, politique, économique et social

Un énorme volume, in-octavo, de 750 pages 25 francs

L'IMPERIALISME, DERNIÈRE ÉTAPE DU CAPITALISME

par N. LENINE

Un volume, prix 3 fr. 50

Éditions de la BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE
Librairie de l'HUMANITE, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e).
Entrée libre.